

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3847

12 décembre 2014

SOMMAIRE

AltaFund Value-Add I	184618	LuxTram S.A.	184620
Arrow S.A.	184655	Marcol Europe Investments S.A.	184617
ATSP Liquids	184650	MBERP II (Luxembourg) 16 S.à r.l.	184615
Ballymore Projects Sàrl	184618	Mberp II (Luxembourg) 18 S.à r.l.	184615
Ballymore Properties Luxembourg Sàrl	184656	MB Whiteleys Lux Newco S.à r.l.	184614
Bilbao (Luxembourg) S.A.	184655	MEIF II Luxembourg Communications S.à r.l.	184612
Bio Bami Noodles Sàrl	184610	Melville Sàrl	184617
Bruehl Leipzig Arcaden S.à r.l.	184610	M.M.M. Finance S.à r.l.	184616
CIEP Co-Investment S.à r.l.	184623	Park Properties S.à r.l.	184614
Eurocash-Fund	184656	Quirk Capital S.à r.l.	184617
GIE Tramway Luxembourg	184620	Saninpart S.A.	184614
Golding Buyout Europe SICAV-FIS VI ..	184640	SEDAF HOLDING Spf S.A.	184615
HTS CAP S.A.	184610	Server S.A.	184616
International Finaf 2000 S.A.	184611	Starline Financing (Luxembourg) S.à r.l.	184612
International Trademark Institute	184611	Sun Properties S.à r.l.	184616
Jamabil S.à r.l.	184611	Sus Bee Finance S.A.	184629
Lucazoom S.à r.l.	184612	Tyrol Acquisition 1 & Cie S.C.A.	184613
LuxCo Germany S.à r.l.	184613		
LuxcoSITQ 6	184613		

Bruehl Leipzig Arcaden S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.146.

Il est à noter que Messieurs Jean-Jacques Josset et Jacob Mudde ainsi que Madame Jacqueline Kost, gérants de la Société, ont démissionné de leur poste de gérant avec effet au 8 novembre 2014.

En conséquence de quoi, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

(i) Jean-Philippe Gachet;

(ii) Tony Roy.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014190013/16.

(140212018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

HTS CAP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 85.702.

Extrait des résolutions du conseil d'administration en date du 21 novembre 2014

Le 21 Novembre 2014, les Administrateurs de HT Cap S.A. ("la Société"), ont pris la résolution suivante:

De confirmer le renouvellement du mandat d'Administrateur-Délégué, après autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires en date du 21 Novembre 2014, en faveur de Mr Tadeusz Siek, son mandat expirant lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires devant se tenir en 2020;

Luxembourg, le 21 Novembre 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Administrateur

Mme Severine Canova

Représentant permanent

Référence de publication: 2014190281/17.

(140211706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Bio Bami Noodles Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4048 Esch-sur-Alzette, 21, rue Helen Buchholtz.

R.C.S. Luxembourg B 157.624.

Extrait de la décision des associés adoptée le 03 janvier 2011

Conformément à la cession de parts sociales du 03 janvier 2011, Monsieur Joffrey MORETTI, demeurant à L-2732 Luxembourg; 13 rue Wilson a vendu 50 parts sociales détenues dans la société à Monsieur Eric BREMER, demeurant à L-2338 Luxembourg; 2 rue Plaetis.

Conformément à la cession de parts sociales du 31 octobre 2011, Monsieur Jérôme Freddy Léon VANNESTE, demeurant à B-7540 Kain; 176 Avenue d'Audenarde a vendu 50 parts sociales détenues dans la société à Monsieur Claver DIENG, demeurant à L-4814 Rodange; 23 rue de la Fonderie.

Il a été décidé d'accepter et approuver les nouveaux associés, Eric BREMER et Claver DIENG et d'enregistrer la cession de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Luxembourg, le 03 janvier 2011.

Pour extrait sincère et conforme

BIO BAMI NOODLES SARL

Représenté par Joffrey MORETTI

Gérant

Référence de publication: 2014190004/21.

(140211343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

International Trademark Institute, Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 150.224.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 27 novembre 2014

RECONDUCTION MANDATS

L'assemblée générale a pris la décision de reconduire les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes actuellement nommés, pour une durée déterminée prenant fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire en l'an 2019.

MODIFICATION

Il est à noter que l'adresse du commissaire aux comptes VERICOM S.A. est L-2341 Luxembourg, 1; rue du Plébiscite
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014190312/16.

(140212312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

International Finaf 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 37.367.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 6 novembre 2014

Démission de Monsieur Fabio MASTROSIMONE, avec effet au 05/06/2014, au poste d'administrateur de la société.

Nomination de Monsieur Jean-Marie BETTINGER, né le 14/03/1973 à St Avold (France), demeurant au 42, rue de la Vallée, L-2146 Luxembourg, au poste d'administrateur, avec effet au 05/06/2014.

Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Pour: INDEST S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014190309/17.

(140211736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Jamabil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 43.028.703,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.418.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 17 novembre 2014

1. Monsieur Hugo Froment a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

2. Monsieur Hans DE GRAAF a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

3. Monsieur Raphaël ROZANSKI, administrateur de sociétés, né à Thionville (France), le 17 juillet 1972, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6 rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de classe B pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

4. Mme Ingrid CERNICCHI, administrateur de sociétés, née à Metz (France), le 18 Mai 1983, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Jamabil S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014190324/21.

(140211629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Starline Financing (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 176.549.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, telle que modifiée, l'étude Chevalier & Sciales (le «Domiciliataire») dénonce, avec effet au 26 novembre 2014, le contrat de domiciliation conclu le 20 mars 2013 entre le Domiciliataire et la société Starline Financing (Luxembourg) S.à r.l., ayant numéro de RCS B176.549 (la «Société»).

Par conséquent, le Domiciliataire dénonce avec effet au 26 novembre 2014 le siège de la Société sis 51, Route de Thionville, L-2611 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Chevalier & Sciales

Référence de publication: 2014190652/15.

(140212249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Lucazoom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 40.000,00.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 183.477.

L'adresse des associés suivants, a changé comme suit:

Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY1 6DJ Guernesey

- Permira V L.P.2

- P5 Co-Investment L.P.

- Permira Investments Limited

- Permira V I.A.S L.P.

Séverine Michel

Gérante

Référence de publication: 2014190366/16.

(140211946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

MEIF II Luxembourg Communications S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 137.826.

Par résolutions signées en date du 20 novembre 2014, l'associé unique de la Société a pris les décisions suivantes:

1. acceptation de la démission de Richard Abel, de son mandat de gérant de classe B avec effet immédiat;

2. nomination Nathan Luckey, né le 5 octobre 1979 à Sydney (Australie), ayant son adresse professionnelle au 28 Ropemaker Street, EC2Y 9HD Londres (Royaume-Uni), en tant que gérant de classe B avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Dès lors, le conseil de gérance se compose ainsi:

Gérants de classe A:

M. Charles Roemers

M. Jean-François Trapp

Mme Rosa Villalobos

Gérants de classe B

M. Juan Cano

M. Nathan Luckey

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Référence de publication: 2014190453/23.

(140211663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

LuxCo Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 287.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 72.683.

—
Extrait des résolutions de l'associée unique prises en date du 26 novembre 2014

1. L'associée unique prend acte de et accepte la démission de Monsieur Luc HANSEN de son mandat de gérant.
2. L'associée unique décide de nommer pour une durée indéterminée, Monsieur Marc ALBERTUS, employé privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Référence de publication: 2014190380/14.

(140211954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

LuxcoSITQ 6, Société Civile.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg E 3.971.

—
Il est à noter que Messieurs Jean-Jacques Josset et Jacob Mudde ainsi que Madame Jacqueline Kost, gérants de la Société, ont démissionné de leur poste de gérant avec effet au 8 novembre 2014.

En conséquence de quoi, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- (i) Jean-Philippe Gachet;
- (ii) Tony Roy.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014190371/16.

(140212024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Tyrol Acquisition 1 & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 120.670.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 21 janvier 2014 que tous les membres du conseil de surveillance de la Société ont été renommés avec effet au 21 janvier 2014 jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels de la Société se terminant le 31 mars 2016.

Le conseil de surveillance est désormais composé comme suit:

- Vincenzo Morelli,
- Thierry Sommelet,
- Bernard Attali,
- Alexandre Motte,
- Ramzi Gedeon,
- Nils Albert,
- Bertrand Finet, et
- Fabrice Christophe Georget.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014190721/24.

(140211286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Park Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 107.847.

—
Extrait des Résolutions de l'Associé Unique prises le 7 Novembre 2014

L'unique Associé de Park Properties S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- de nommer Katarzyna Ciesielska, née le 20 Mai 1982 à Łód , Pologne, avec adresse professionnelle au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 24 Novembre 2014

Le Conseil de gérance se compose comme suit:

Rachel Hafedh

Katarzyna Ciesielska

Property and Finance Corporation S.à r.l.

Luxembourg, le 7 Novembre 2014.

Référence de publication: 2014190507/17.

(140211355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

MB Whiteleys Lux Newco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.118.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 26 novembre 2014 que:

- Monsieur Donatien-Xavier Martin, né le 20 février 1986 à Malmedy (Belgique), résidant professionnellement au 412F, route d'Esch L-1030 Luxembourg, est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée, en remplacement de Madame Laëtitia Jolival, gérante démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014190434/17.

(140212148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Saninpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 52.301.

—
Par décision du Conseil d'Administration tenu en date du 24 juillet 2014, Madame Magali MICHELETTI, domiciliée professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été cooptée au poste d'Administrateur en remplacement de Monsieur Guy BAUMANN, démissionnaire.

Par décision de l'assemblée générale annuelle du 23 septembre 2014, Madame Sarah BRAVETTI, née le 27 juillet 1979 à Villerupt (France), et domiciliée 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été nommée Administrateur en remplacement de l'Administrateur démissionnaire, Madame Roselyne CANDIDO MICHEL. De plus, l'assemblée générale annuelle a ratifié la cooptation de Madame Magali MICHELETTI, au poste d'Administrateur.

Leur mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

Luxembourg, le 27.11.2014.

Pour: SANINPART S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014190662/20.

(140211613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Mberp II (Luxembourg) 18 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 188.205.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 27 novembre 2014 que:

- Monsieur Abdoulie Yorro JALLOW, né à Fajara (La Gambie) le 12 février, 1975, de nationalité britannique, résidant professionnellement 412 F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée, en remplacement de Madame Laëtitia Jolival, gérante démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014190443/17.

(140211875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

MBERP II (Luxembourg) 16 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 185.799.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 26 novembre 2014 que:

- Monsieur Donatien-Xavier Martin, né le 20 février 1986 à Malmedy (Belgique), résidant professionnellement au 412F, route d'Esch L-1030 Luxembourg, est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée, en remplacement de Madame Laëtitia Jolival, gérante démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

189943

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014190442/18.

(140212308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

SEDAF HOLDING Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 77.291.

—
Résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg en date du 21 novembre 2014:

Le mandat des administrateurs, de l'administrateur délégué et du commissaire aux comptes étant arrivé à leur terme, l'assemblée a décidé de nommer jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clôturant au 31/12/2016:

- Monsieur Elio CARTAGENOVA, licencié en Sciences Economiques, demeurant au 1/a via Simone da Locarno, CH-6600 Locarno, en qualité d'administrateur et d'administrateur délégué.

- Madame Elisabetta FRANCHI, archéologue, demeurant au 30 kramer Antonio, I-20100 Milano, en qualité d'administrateur.

- SANISTO FINANCE SA, une société ayant son siège social 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, BVL, en qualité d'administrateur.

- LUXFIDUCIA S.à.r.l, une société ayant son siège social au 20, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, en qualité de commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014190669/19.

(140212223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Sun Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 164.806.

Extrait des Résolutions de l'Associé Unique prises le 7 Novembre 2014

L'unique Associé de Sun Properties S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- de nommer Katarzyna Ciesielska, née le 20 Mai 1982 à Łód , Pologne, avec adresse professionnelle au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet au 24 Novembre 2014

Le Conseil de gérance se compose comme suit:

Rachel Hafedh

Katarzyna Ciesielska

Property and Finance Corporation S.à r.l.

Luxembourg, le 7 Novembre 2014.

Référence de publication: 2014190660/17.

(140211576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

M.M.M. Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 275.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 119.009.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés tenue de manière extraordinaire le 31 juillet 2014.**Résolution:*

L'Assemblée décide d'élargir le Conseil de Gérance de 2 à 3 gérants, en nommant avec effet immédiat, Monsieur Giorgio Bianchi, employé privé, demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, comme nouveau gérant supplémentaire. A l'instar du mandat des autres gérants, le nouveau gérant sera nommé pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M.M.M. FINANCE S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signatures

Référence de publication: 2014190406/18.

(140211845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Server S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 52.516.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 24 novembre 2014

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Peter Van Opstal et de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Mr Christian Knauff, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014190672/19.

(140211757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Quirk Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 29.717.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 117.461.

Extrait rectificatif du dépôt n° L140211719 du 28 novembre 2014

Suite à une erreur, il convient de noter que, contrairement à ce qui a été enregistré le 28 novembre 2014 sous le numéro L140211719, Mme. Federica Samuelli a été nommée gérante A de Quirk Capital S.à r.l. en date du 27 novembre 2014 et non pas au 18 septembre 2014.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Référence de publication: 2014190578/14.

(140212177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Marcol Europe Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 122.359.

Par décision du Conseil d'Administration en date du 27 novembre 2014, Madame Magali MICHELETTI, née le 1^{er} février 1981 à Metz (France), et domiciliée professionnellement 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été cooptée au poste d'Administrateur en remplacement de Madame Christine RACOT, démissionnaire.

Luxembourg, le 27.11.2014.

Pour: MARCOL EUROPE INVESTMENTS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014190412/15.

(140211609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Melville Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.883.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 20 novembre 2014

En date du 20 novembre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'annuler les classes A et B des gérants de la Société nommés en date du 6 novembre 2014;
- de nommer Madame Antonella GRAZIANO, actuellement gérant B de la Société, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;
- de nommer Madame Catherine KOCH, actuellement gérant B de la Société, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;
- de nommer Madame Claire ALAMICHEL, actuellement gérant A de la Société, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Madame Claire ALAMICHEL,
- Madame Catherine KOCH,
- Madame Claire ALAMICHEL.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Melville S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014190417/25.

(140211483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Ballymore Projects Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.143.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date 31 octobre 2014:

- Monsieur Brian Fagan a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 octobre 2014.

- Nomination de Monsieur Francis Gerard Walker, employé privé, né le 20 avril 1970 à Dublin, Ireland, résidant professionnellement en Fonthill House, Old Lucan Road, Palmerstown, Dublin 20, Ireland, en tant que gérant de catégorie A avec effet au 31 octobre 2014 et pour une période de temps illimitée.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme il suit:

- M. Francis Gerard Walker, gérant de catégorie A;

- M. John Sisk, gérant de catégorie A; et

- M. Frits Carlsen, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014189993/19.

(140211865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

AltaFund Value-Add I, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 159.249.

—
In the year two thousand and fourteen,
on the twelfth day of the month of November.

Before Us, Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Mr Frédéric Pelé, Avocat, with professional address at 10, Boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg,

acting in his capacity as special proxyholder of AltaFund Value-Add I, a Société en Commandite par Actions- Fonds d'Investissement Spécialisé governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed enacted by the undersigned notary, on 28 February 2011 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial C") number 448, dated 9 March 2011, page 21458, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 159.249, and whose articles of incorporation (the "Articles") have been last amended through a notarial deed drawn up by same notary Jean-Joseph WAGNER, on 05 September 2014 and published in the Mémorial C number 3179, dated 30 October 2014 (the "Company"),

by virtue of the authority conferred on him by resolutions adopted, with effect as of 25 September 2014, by the board of managers of AltaFund General Partner S.à r.l. (the "Board"), a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 159.150, acting as general partner of the Company (the "General Partner"), a copy of which resolutions, signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Said appearing person, acting in his said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I. That the issued share capital of the Company is presently set at three million six hundred and eighty thousand five hundred thirtythree point sixty-three Euros (EUR 3,680,533.63), represented by one thousand (1,000) management shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each held by the General Partner, fifteen thousand (15,000) class B ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each held by the General Partner as class B limited shareholder and three million six hundred and sixty-four thousand five hundred and thirty-three point sixty-three (3,664,533.63) class A ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Class A Ordinary Shares"), held by the class A limited shareholders, all shares being fully paid up.

II. That pursuant to article 5 of the Articles, the authorised capital of the Company has been fixed at six hundred and thirty million Euros (EUR 630,000,000.-) and that pursuant to the same article 5, the General Partner has been authorised to increase the issued share capital of the Company by the creation of new redeemable Class A Ordinary Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) per ordinary share, article 5 of the articles of association then to be amended so as to reflect the increase of capital.

III. That the Board, through a meeting held on 25 September 2014 at 11:00 a.m., and in accordance with the authority conferred to it pursuant to article 5 of the Articles, has decided to increase the issued share capital by an amount of one hundred and thirty-five thousand six hundred and five point ten Euros (EUR 135,605.10) through the creation of one hundred and thirty-five thousand six hundred and five point ten (135,605.10) Class A Ordinary Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights and privileges as the already existing Class A Ordinary Shares.

IV. That the Board, through a meeting held on 25 September 2014 at 11:00 a.m., has accepted upon satisfactory evidence of the receipt by the Company of the relevant drawn commitments, evidence which was obtained on 10 October 2014 and 13 October 2014, the subscription of one hundred and thirty-five thousand, six hundred and five point ten (135,605.10) Class A Ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, together with an aggregate share premium of one million two hundred and twenty thousand four hundred and forty-five point nine Euros (EUR 1,220,445.9), as follows:

Stichting Depository APG Strategic Real Estate Pool, a foundation (stichting) incorporated and governed by the laws of the Netherlands and whose registered office is at Oude Lindestraat 70, 6411 EJ Heerlen, the Netherlands, in its capacity as depository (bewaarder) of APG Strategic Real Estate Pool, a mutual fund (fonds voor gemene rekening) under the laws of the Netherlands, with registered office at Oude Lindestraat 70, 6411 EJ Heerlen, the Netherlands: fifty-four thousand nine hundred and seventy-five point zero four (54,975.04) Class A Ordinary Shares;

Euro Pietro Private Limited, a company incorporated and governed by the laws of Singapore, having its registered office at 168 Robinson Road #37-01 Capital Tower, Singapore (068912): thirty-six thousand six hundred and fifty point zero three (36,650.03) Class A Ordinary Shares; and

The Northern Trust Company, a company incorporated and governed by the laws of the State of Illinois, United States of America, and registered in Australia under the registration number ARBN 126 279 918, in its capacity as custodian for the Future Fund Investment Company No. 3 Pty Ltd, a company incorporated in Australia and registered in Australia under the registration number CAN 134 338 882: forty-three thousand nine hundred and eighty point zero three (43,980.03) Class A Ordinary Shares.

V. That all these Class A Ordinary Shares have been entirely subscribed by the aforesaid subscribers and fully paid up, together with the aggregate share premium, by contributions in cash to the Company as confirmed on 10 October 2014 and 13 October 2014, so that the total amount of one million three hundred and fifty-six thousand fifty-one Euros (EUR 1,356,051.-) representing the amount of the abovementioned capital increase of one hundred and thirty-five thousand six hundred and five point ten Euros (EUR 135,605.10.-) and an aggregate share premium in an amount of one million, two hundred and twenty thousand, four hundred and forty-five point nine (EUR 1,220,445.9) is at the free disposal of the Company, as was evidenced to the undersigned notary by presentation of the supporting documents for the relevant payments.

VI. That as a consequence of the abovementioned increase of the issued share capital, the first paragraph of article 5 of the Articles is therefore amended and shall read as follows:

" 5. Share capital - Authorised share capital.

5.1 The subscribed share capital of the Fund is set at three million eight hundred and sixteen thousand one hundred thirty-eight point seventy-three Euros (EUR 3,816,138.73) represented by one thousand (1,000) Management Shares having a nominal value of one EUR (EUR 1.-) each held by the General Partner, fifteen thousand (15,000) Class B Ordinary Shares having a nominal value of one EUR (EUR 1.-) each held by the General Partner as Class B Limited Shareholder and three million eight hundred thousand one hundred thirty-eight point seventy-three Euros (3,800,138.73) Class A Ordinary Shares having a nominal value of one EUR (EUR 1.-) each held by the Limited Shareholders and Investors as Class A Limited Shareholders. These Ordinary Shares are redeemable in accordance with the provisions of article 49-8 of the 1915 Law and these Articles of Incorporation."

Expenses

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately two thousand two hundred euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English only, in accordance with art. 26 (2) of the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said person signed together with Us the notary the present original deed.

Signé: F. PELÉ, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15577. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014194020/96.

(140216362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

LuxTram S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 191.146.

GIE Tramway Luxembourg, Groupement d'Intérêt Economique.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg C 76.

L'an deux mille quatorze, le quatre décembre.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

ONT COMPARU:

1) LuxTram S.A., une société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191146 (l'«Entité Absorbante» ou la «SA»),

dûment représentée par Monsieur René Biwer, Président de la SA, et Monsieur Paul Hoffmann, Vice-Président de la SA, résidant tous les deux professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une résolution prise par le conseil d'administration de la SA lors de sa réunion du 3 décembre 2014, et

2) GIE Tramway Luxembourg, un groupement d'intérêt économique, constitué et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro C 76 (l'«Entité Absorbée» ou le «GIE»), et ensemble avec la Société Absorbante, les «Entités Fusionnantes»), dûment représenté par Monsieur René Biwer, Président du GIE, Monsieur Paul Hoffmann, Vice-Président du GIE et Monsieur André von der Marck, Gérant du GIE, résidant tous les deux professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une résolution prise par le GIE lors de sa réunion du 20 novembre 2014.

Lesdits comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser le projet commun de fusion que les Entités fusionnantes, agissant par le biais de leur représentants, déclarent arrêter comme suit:

**PROJET COMMUN DE FUSION
(LE «PROJET DE FUSION»)**

1. Les Entités impliquées dans la fusion. L'Entité Absorbante, LuxTram S.A., une société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191146, en vertu d'un acte de constitution du notaire instrumentant daté du 21 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3544 le 25 novembre 2014,

envisage de fusionner avec

l'Entité Absorbée, GIE Tramway Luxembourg, un groupement d'intérêt économique anciennement dénommé GIE Luxtram, constitué et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro C76, en vertu d'un acte de constitution de Maître Paul Frieders, alors notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 20 juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2458 le 30 octobre 2007. Les statuts de l'Entité Absorbée ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant daté du 17 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3450 le 19 novembre 2014,

par voie de fusion par absorption dans les conditions prévues aux articles 257 à 276 de la Section XIV sur les fusions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») (la «Fusion»).

2. L'Entité Absorbante suite à la Fusion. L'Entité Absorbante continuera d'exister sous la dénomination «LuxTram S.A.», une société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg.

3. Contexte et effets de la Fusion.**3.1 Contexte**

Constitué en 2007, à parts égales par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Administration Communale de la Ville de Luxembourg, l'objet du groupement d'intérêt économique GIE Tramway Luxembourg (anciennement dénommé GIE Luxtram) était d'approfondir la planification et d'évaluer les modalités de réalisation et de financement d'une ligne de tram léger dans la Ville de Luxembourg entre la gare périphérique de Cessange et Kirchberg/LuxExpo.

En vue de la réalisation de l'infrastructure et de l'exploitation du tram, l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Administration Communale de la Ville de Luxembourg ont décidé de faire évoluer la structure du GIE vers une société de droit privé disposant d'un capital et, par conséquent, d'un actionariat public fonctionnant selon les principes d'une société commerciale. Une société anonyme a donc été constituée par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Administration Communale de la Ville de Luxembourg (l'Entité Absorbante).

Il est désormais envisagé, dans un souci d'efficacité et d'optimisation des moyens, de fusionner le GIE et la SA afin de disposer d'une seule entité pour réaliser la construction de l'infrastructure et l'exploitation du tram.

3.2 Effets juridiques

L'Entité Absorbante acquerra, sous l'effet de la Fusion, tous les éléments d'actif et de passif de l'Entité Absorbée par voie de transmission universelle de patrimoine.

À partir de la Date d'Effet (telle que définie ci-dessous), l'Entité Absorbante se subrogera dans l'intégralité des droits et obligations de l'Entité Absorbée à l'égard des tiers. Les droits et créances compris dans les éléments d'actif de l'Entité Absorbée seront transférés à l'Entité Absorbante avec la totalité des sûretés, qu'elles soient réelles ou personnelles, qui leur sont attachées.

L'Entité Absorbante poursuivra, à compter de la Date d'Effet, l'exécution des obligations de l'Entité Absorbée en vertu de toutes conventions auxquelles cette dernière est partie, ceci inclut notamment les conventions de marchés publics.

Toutes créances et dettes existant à la Date d'Effet entre les Entités fusionnantes seront annulées lors de la réalisation de la Fusion.

La Fusion entraînera le transfert par l'Entité Absorbée de tous ses éléments d'actif et de passif, sans exception, à l'Entité Absorbante, de sorte que l'Entité Absorbée sera dissoute sans liquidation après la réalisation de la Fusion.

Les mandats des représentants actuels de l'Entité Absorbée prendront fin à la Date d'Effet.

Les livres et registres de l'Entité Absorbée seront conservés au siège social de l'Entité Absorbante conformément aux lois applicables.

Sous l'effet de la Fusion, l'Entité Absorbée cessera d'exister.

3.3 Date d'effet entre les Entités fusionnantes

L'Entité Absorbante n'a pas émis de titres autres que des actions. L'Entité Absorbée ayant la forme d'un GIE n'a pas émis de titres.

La Fusion prend effet entre les Entités fusionnantes à compter de l'approbation par les assemblées générales extraordinaires de chacune des Entités Fusionnantes (la «Date d'Effet»).

3.4 Date d'effet à l'égard des tiers

La Fusion prend effet à l'égard des tiers à partir de la date de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du procès-verbal de la dernière des assemblées générales extraordinaires des Entités Fusionnantes appelées à approuver la Fusion.

3.5 Date à laquelle les affaires de l'Entité Absorbée seront considérées du point de vue comptable comme étant exécutées au nom de l'Entité Absorbante

À compter du 1^{er} janvier 2015 toutes les opérations et transactions de l'Entité Absorbée seront considérées à des fins comptables comme étant exécutées au nom de l'Entité Absorbante.

4. Modalités de la Fusion.

4.1 Évaluation du GIE Avant la signature du Projet de Fusion, l'Entité Absorbée a informé et consulté son comité financier au sujet de la Fusion envisagée et a établi avec ce comité financier des comptes intérimaires du GIE au 30 septembre 2014 lesquels ont été approuvés par l'assemblée générale des membres du GIE avant la signature de ce Projet de Fusion.

En ce qui concerne l'évaluation de l'actif et du passif de l'Entité Absorbée qui seront transférés à l'Entité Absorbante, les modalités de la Fusion ont été déterminées sur la base d'une estimation de la situation financière au 31 décembre 2014 de l'Entité Absorbée (le «Bilan de Fusion Estimé»).

Le Bilan de Fusion Estimé est une simulation comptable tiré des comptes intérimaires au 30 septembre 2014 de l'Entité Absorbée.

Sur base du Bilan de Fusion Estimé et de la valeur nette comptable de l'Entité Absorbée qui en ressort, l'Entité Absorbante n'émettra pas d'actions nouvelles par effet de la fusion et aucun rapport d'échange ne devra par conséquent s'appliquer dans le cadre de cette Fusion.

Les membres et actionnaires de chacune des Entités Fusionnantes qui seront appelés à statuer sur l'opération de Fusion se réservent cependant le droit de modifier les modalités de la Fusion détaillées ici et d'ajuster les éléments financiers de la Fusion en cas de variation de la situation financière de l'Entité Absorbée telle que présentée dans le Bilan de Fusion Estimé et la situation financière à la date des assemblées appelées à statuer définitivement sur la Fusion.

4.2 Expert indépendant

Comme cela est prévu par l'article 266 (5) de la Loi, les actionnaires et les membres des Entités Fusionnantes ont irrévocablement renoncé à l'établissement d'un rapport d'expert indépendant. Par conséquent, AUDITEURS ASSOCIÉS, une société anonyme de droit luxembourgeois, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 93937, ayant son siège social 32, boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg, réviseur d'entreprises agréé, établira un rapport d'évaluation conformément à l'article 26-1 de la Loi.

4.3 Absence de remise des actions

En application des modalités de Fusion détaillées à l'article 4.1 ci-dessus, aucune nouvelle action dans le capital social de l'Entité Absorbante ne devrait être émise.

L'Entité Absorbante ne procéderait à aucune augmentation de son capital social.

5. Droits spéciaux pour les actionnaires et pour les détenteurs d'autres titres. Les Entités Fusionnantes n'ont pas émis d'autres titres que des actions et aucun droit spécial ne sera attribué aux actionnaires et membres des Entités Fusionnantes.

6. Avantages particuliers. Aucun avantage particulier ne sera accordé à quelque membre des organes de gestion, de surveillance ou de contrôle des Entités Fusionnantes.

7. Conséquence de la Fusion sur les employés. L'Entité Absorbante n'a pas d'employé.

L'Entité Absorbée a actuellement 13 (treize) employés.

Tous les employés du GIE seront automatiquement transférés à la SA par l'effet de la Fusion qui engendrera un transfert d'entreprise en vertu des dispositions du Code du travail. Tant l'Entité Absorbante que l'Entité Absorbée appliquera les procédures d'information et de notification prévues par les dispositions du Code du travail.

En conformité avec l'article L. 127-3 du Code du travail tous les droits et obligations qui résultent pour la SA des contrats de travail en vigueur au sein du GIE à la Date d'Effet seront transférés et devront être maintenus par la SA.

Par conséquent, la Fusion n'engendrera aucune conséquence sur les employés concernés, mis à part le changement de l'identité de l'entité employeuse.

8. Informations concernant la Fusion. Le Projet de Fusion sera publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations au moins un (1) mois avant la date prévue pour la tenue des assemblées générales extraordinaires des actionnaires et membres des Entités fusionnantes appelées à approuver la Fusion.

Les documents suivants seront tenus à disposition des actionnaires et membres de chacune des Entités Fusionnantes aux fins de consultation au siège social de ces dernières au moins un (1) mois avant la tenue de chacune des AGEs des actionnaires et membres appelées à approuver la Fusion:

- a) le Projet de Fusion;
- b) les comptes annuels et les rapports de gestion des trois (3) derniers exercices sociaux de l'Entités Absorbée (l'Entité Absorbante ayant été constituée le 21 octobre 2014, elle ne dispose pas encore de comptes annuels);
- c) les comptes intermédiaires de chacune des Entités Fusionnantes en date du 30 septembre 2014 et du 31 octobre 2014; et
- d) le rapport d'évaluation conformément à l'article 26-1 de la Loi.

9. Droits des créanciers. Les créanciers des Entités Fusionnantes, dont la créance est antérieure à la Date d'Effet, peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux (2) mois précédant cette Date d'Effet, demander au magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où ils peuvent démontrer, de manière crédible, que la Fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que l'entité ne leur a pas fourni de garanties adéquates. Le président rejette la demande si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation financière de la société après la Fusion. L'entité débitrice peut écarter la demande en payant le créancier même si la créance est à terme.

Si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.

Les membres du GIE restent tenus, conjointement ou solidairement selon le cas, à l'égard des tiers, des engagements du GIE antérieurs à la date de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du procès-verbal de la dernière des assemblées générales extraordinaires des Entités Fusionnantes appelées à approuver la Fusion.

10. Coûts. Les dépenses, coûts, frais et charges résultant de la Fusion seront supportés par l'Entité Absorbante.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion conformément aux dispositions de l'article 271 (2) LSC.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux représentants des comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. BIWER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2014. LAC / 2014 / 58005. Reçu douze euros € 12,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195163/165.

(140217768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

CIEP Co-Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 192.463.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first of November.

Before Us, Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1. Discover Coinvestment, L.P., an exempted limited partnership, incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, registered with Register of Companies of the Cayman Islands, under number WK-72675 and having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town KY1-9005, Grand Cayman, Cayman Islands, and

2. Varo Coinvestment L.P., an exempted limited partnership, incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, registered with Register of Companies of the Cayman Islands, under number WK-73335 and having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town KY1-9005, Grand Cayman, Cayman Islands,

here represented by Laetitia Piscione, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing persons, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to enact the deed of establishment of a private limited liability company with the following articles of association:

Art. 1. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name of CIEP Co-Investment S.à r.l., which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin and participate in the creation, development and control of any enterprises. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (such as, but not limited to, shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5. The subscribed share capital is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20.000,00) represented by twenty thousand (20.000) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1,00) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

Art. 6. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 14.

Art. 7. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

Art. 8. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of a plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

Art. 9. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Art. 10. The Company is managed by one (hereinafter, the Sole Manager) or more managers. If several managers have been appointed, they constitute a board of managers (hereinafter, the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 11. In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this Article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two (2) managers.

The Sole Manager or the Board of Managers shall have the right to grant special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 12. The Sole Manager or the Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires. The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any manager at the place indicated in the convening notice. The Board of Managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

Written notice, whether in original, by facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date and time set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

No such convening notice is required if all members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and agree on the agenda of the meeting. The notice may be waived by consent in writing, whether in original, by facsimile or e-mail, of each member of the Board of Managers.

A manager may be represented at the Board of Managers by another manager, and a manager may represent several managers.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxy, and any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority of the members of the Board of Managers.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by each of the members of the Board of Managers.

The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders on the basis of a statement of accounts showing that sufficient profits are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Art. 13. The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

Art. 14. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles and other specific decisions as defined by the Law may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 16. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with the last paragraph of Article 17.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2014.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, all the shares have been subscribed and fully paid up in nominal value by contribution in cash as follows:

Subscriber	Shares	Payment
Discover Coinvestment, L.P., prenamed	3.854	USD 3.854,00
Varo Coinvestment, L.P., prenamed	16.146	USD 16.146,00
Total	20.000	USD 20.000,00

The amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20.000,00) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand five hundred euros.

Resolutions of the shareholders

The shareholders have taken the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Ms. Erica K. Herberg, Principal, born on June 8, 1974 in North Carolina, United States of America, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Christopher Finn, Managing Director, born on July 6, 1957 in New York, United States of America, with professional address at Lansdowne House, 57 Berkeley Square, London W1J 6ER, United Kingdom;

- Mr. Guy Harles, Lawyer, born on May 4, 1955 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with professional address at 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. David B. Pearson, Managing Director, born on December 13, 1968 in Washington, United States of America, with professional address at 1001 Pennsylvania Avenue, NW, Washington DC 20004, United States of America;

- Ms. Barbara Imbs, Associate Vice-President, born on September 20, 1977 in Haguenau, France, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- CIEP General Partner, L.P., an exempted limited partnership established and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town KY1-9005, Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the Registrar of Exempted Limited Partnership of the Cayman Islands under number WK-71517.

2. The address of the registered office of the Company is fixed at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, she signed together with Us, notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-et-un novembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Discover Coinvestment, L.P., un limited partnership établi et existant selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social c/o Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman, KY1-9005, Iles Caïmans et enregistré auprès du Registre des sociétés en commandite exemptées des Iles Caïmans sous le numéro 72675, et

2. Varo Coinvestment L.P., un limited partnership établi et existant selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social c/o Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman, KY1-9005, Iles Caïmans et enregistré auprès du Registre des sociétés en commandite exemptées des Iles Caïmans sous le numéro 733335,

ici représentées par Laetitia Piscione, employée, professionnellement établie à Luxembourg, en vertu de procurations donnée sous seing privé donnée.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de CIEP Co-Investment S.à r.l. qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale des associés, suivant les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société s'élève à vingt mille Dollars Américains (USD 20.000,00) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,00) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 6. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'Article 14 des Statuts.

Art. 7. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une part sociale, la Société peut suspendre les droits attachés à ces actions jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Art. 8. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 9. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 10. La Société est gérée par un (ci-après, le Gérant Unique) ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance). Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 11. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent Article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 12. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Il est donné à tous les gérants un avis écrit, soit en original, par télécopie ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil de Gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date et heure prévues pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et approuvent son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil de Gérance, par écrit donné soit en original, soit par télécopie ou courrier électronique.

Un gérant peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant peut représenter plusieurs gérants.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple des membres du Conseil de Gérance.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement.

Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par chacun des membres du Conseil de Gérance.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des bénéfices suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 13. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ou autres résolutions spécifiques définies par la loi ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application du dernier alinéa de l'Article 17.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les parts sociales ont été souscrites et intégralement libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur	Parts Sociales	Libération
Discover Coinvestment, L.P., prénommé	3.854	USD 3.854,00
Varo Coinvestment, L.P., prénommé	16.146	USD 16.146,00
Total	20.000	USD 20.000,00

Le montant de vingt mille Dollars Américains (USD 20.000,00) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cinq cents euros.

Décisions des associés

Les associés ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Mme Erica K. Herberg, Principal, née le 8 juin 1974 en Caroline du Nord, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg;
- M. Christopher Finn, Managing Director, né le 6 juillet 1957 à New York, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle à Lansdowne House, 57 Berkeley Square, Londres W1J 6ER, Royaume-Uni;
- M. Guy Harles, Avocat, né le 4 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg;
- M. David B. Pearson, Managing Director, né le 13 décembre 1968 à Washington, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001 Pennsylvania Avenue, NW, Washington DC 20004, Etats-Unis d'Amérique;
- Mme Barbara Imbs, Associate Vice Président, né le 20 septembre 1977 à Haguenau, France, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg;
- CIEP General Partner, L.P., un exempted limited partnership établi et existant selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town KY1-9005, Grand Cayman, Iles Caïmans et enregistré auprès du Registre des sociétés en commandite exemptées des îles Caïmans sous le numéro WK-71517.

2. L'adresse du siège social est fixée au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celle-ci a signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: Laetitia Piscione, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 28 novembre 2014. Relation: RED/2014/2403. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 05 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014194832/359.

(140217919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Sus Bee Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 192.453.

STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the third day of December.

Before Us, Maître Roger Arrensdorff, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Stichting Bee Microfinance, a foundation established under the laws of the Netherlands, with registered office at De Boelelaan 7, NL-1083 HJ Amsterdam, (The Netherlands), here represented by Mr. Rüdiger Sailer, lawyer, professionally residing at 20, avenue Marie-Thérèse, L-2014 Luxembourg, pursuant to a proxy dated December 2, 2014.

The proxy given, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to state the articles of incorporation of a securitisation company in the sense of the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended in the form of a public limited liability company (société anonyme) which is hereby established as follows:

Art. 1. Form, Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued a securitisation company within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended (the "Securitisation Law") in the form of a public limited liability company (société anonyme), under the name of "Sus Bee Finance S.A." (the "Company").

The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or more shareholders.

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

In the event of legal incapacity, liquidation or death of the Sole Shareholder, the Company shall not be dissolved.

Art. 3. Object. The object of the Company is to act as a securitisation company, under and subject to the Securitisation Law, through the acquisition, financing or assumption, directly or through another undertaking, of risks relating to claims, other assets (including, without limitation any kind of securities, loans, receivables and other assets, movable or immovable, material or immaterial) or any kind of obligations assumed by third parties or inherent to all or part of the activities of third parties (the “Underlying Assets”).

Within the limits of the Securitisation Law, the Company may issue any kind of securities of any form whatsoever including, without limitation, shares, beneficiary certificates, notes and debt instruments as well as options or warrants giving rights to shares, whose value, return or yield depends directly or indirectly on such risks relating to the Underlying Assets (each, a “Securitisation”).

The Company may issue securities to the public as an unregulated securitisation undertaking within the limits of the Securitisation Law. The Company may, whilst remaining within the scope of the Securitisation Law, also borrow or raise funds from any entity in order to fund the purchase of Underlying Assets and/or to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or under any agreement to be entered into in the context of a Securitisation.

The board of directors of the Company may, whether within the context of a Securitisation programme or not, create specific compartments composed of certain specific securities, instruments, claims, other assets, and/or risks relating thereto (the “Compartments”).

The Company may issue series or tranches of securities, including for the avoidance of doubt shares or beneficiary certificates, whose value, right to dividends or yield is linked to one or more specific Compartment(s) or to specific assets or risks or whose repayment is subject to the repayment of other instruments or certain claims related to one or more specific Compartment(s).

The Company may sell, assign, re-acquire and dispose of any and all of the Underlying Assets through any means (including by way of sale, assignment, exchange, contribution or through derivative or swap transactions) as described in the terms and conditions of the relevant securities or the relevant prospectus or information memorandum and in general manage the Underlying Assets on a continuous and ongoing basis.

The Company may, within the limits of the Securitisation Law, in the context of its Securitisations proceed to (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, including the granting of loans to such entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind and contracts thereon or related thereto, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio (including, amongst others, the assets referred to in (i) and (ii) above). The Company may further acquire, hold and dispose of interests in partnerships, limited partnerships, trusts, funds and other entities.

The Company may, within the limits of the Securitisation Law, grant any kind of security interests under any law to any trustee, security trustee, security agent, fiduciary-representative or any other person representing the investors or any other party involved in the Securitisation or with whom the Company entered into agreements in connection with a Securitisation in order to secure its payment or other obligations under any agreement to be entered into by the Company in connection with a Securitisation. The Company may enter into any agreement or instruments (including, without limitation, derivatives) and may issue, sign, approve or ratify any document and may do and allow all things and acts which are necessary to prepare, carry out and wind up or are incidental to, a Securitisation.

The Company may take any steps and implement any transactions, which it deems useful for the fulfilment and execution of this purpose, and in the broadest sense pursuant to the Securitisation Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. Within the same municipality, the registered office may be transferred through simple resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Capital - Shares and Share certificates. The subscribed capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) divided into three hundred ten (310) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100) per share.

Shares will be issued in registered form only.

The Company shall consider the respective person(s) in whose name the shares are registered in the register of shareholders, to be maintained at the Company's registered office, as the legal owner of such shares.

Certificates stating such inscription shall be delivered to the shareholder upon request. Transfer of registered shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 6. Increase or Reduction of capital. The issued share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 7. Meetings of shareholders - General. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Unless otherwise provided in the Articles of Incorporation the requirement for concerning notices, quorum and conduct of the meetings of shareholders of the Company shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax or e-mail.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders. If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

As the case may be, the Sole Shareholder exercises the powers granted to the meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 8. Annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the third Thursday of the month of June at 10.00 a.m. and for the first time in 2016.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

General meetings of shareholders shall usually be convened by the board of directors. General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the board of directors setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight days prior to the meeting to each shareholder and to the shareholder's address as recorded in the register of shares.

Art. 9. Board of directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of a minimum of three members who need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the annual meeting of shareholders for a period of maximum six years. Directors may be re-elected.

A director may be removed with or without cause and replaced at any time by a resolution adopted by the shareholders.

In case of vacancy in the office of a director, the remaining directors may fill the vacancy on a provisional basis. The next general meeting shall make the final appointment.

Art. 10. Procedures of meetings of the board of directors. The board of directors may choose from among its members a chairman and a vice-chairman.

It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting, which shall, in principle be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax, telegram or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy. The proxy may also be given by facsimile. A director may not represent more than one of his colleagues.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

In the event that any director of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party), such director shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation of a director in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The minutes of the meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting and one other director present at that meeting.

The board of directors may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication. Such a circular resolution, which is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 11. Powers of the board of directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests and within the limits of Securitisation Law. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board who may constitute committees deliberating under such terms as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors.

Insofar as the board of directors considers the outsourcing of significant parts of the companies' management, it shall ensure that such third party to which any such management function is being outsourced has its place of business in the same country as the company. Any exemptions' from this rule require a unanimous board resolution. The general meeting of the shareholders shall be informed about such a resolution.

Art. 12. Signatory authority. The Company will be bound by the joint signature of two directors of the Company or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of directors.

Art. 13. Statutory auditor. The accounts of the Company shall be audited by an independent and duly authorised auditor (réviseur d'entreprises agréé) who need not be a shareholder. The statutory auditor shall be appointed or removed by the board of directors.

Art. 14. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year, with the exception of the first financial year, which shall begin on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

Art. 15. Appropriation of profits. From the annual net profits, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the board of directors, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed, subject to the conditions laid down by of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, upon decision of the board of directors and approval by the independent statutory auditor.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors.

The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 16. Dissolution and Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Each Compartment of the Company may be liquidated separately without such liquidation resulting in the liquidation of another Compartment.

Art. 17. Amendment of Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by Luxembourg law.

Art. 18. Governing law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Securitisation Law and the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 19. Segregation of assets. If as of any payment date of the assets relating to a compartment (including a hedging agreement entered into by the Company in connection with a compartment) the total amount of monies received under the assets of that compartment exceeds the payments to be made by the Company under the same compartment, the board of directors may use the excess amount to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment.

The assets allocated to a compartment are exclusively available to (1) the investors in that compartment (the “Investors”), (2) the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and who are provided for in the priority of payments provisions of the relevant issue documentation (the “Transaction Creditors”), (3) the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and who are not provided for in the priority of payments provisions of the relevant issue documentation (the “Compartment-Specific Claims Creditors” and, together with the Transaction Creditors, the “Creditors”) and (4), subject to the provisions of the next following paragraph, the creditors whose claims have not arisen in connection with the creation, operation or liquidation of a compartment and who have not waived their recourse to the assets of any compartment of the Company (the “Non Compartment-Specific Claims Creditors”).

The rights of the Non Compartment-Specific Claims Creditors shall be allocated by the Company, on a half year basis in arrears, to all the compartments, on an equal basis and pro rata temporis for compartments created within such half year, where the relevant issue documentation expressly authorises Non Compartment-Specific Claims Creditors to have recourse against the assets allocated to such compartments. Such right of a Non Compartment-Specific Claims Creditor against a compartment are hereinafter referred to as the “Pro Rata Rights”.

The Investors and the Creditors acknowledge and accept that once all the assets allocated to the compartment under which they have invested or in respect of which their claims have arisen, have been realised, they are not entitled to take any further steps against the Company to recover any further sums due and the right to receive any such sum shall be extinguished. Each Non Compartment-Specific Claims Creditor acknowledges and accepts that once all the assets allocated to a compartment in respect of which it has Pro Rata Rights, have been realised, it is not entitled to take any further steps against the Company to recover such Pro Rata Rights and the right to receive any sum in respect of the Pro Rata Rights shall be extinguished.

The Compartment-Specific Claims Creditors and the Non Compartment-Specific Claims Creditors expressly accept, and shall be deemed to have accepted by entering into contractual obligations with the Company, that priority of payment and waterfall provisions will be included in the relevant issue documentations and they expressly accept, and shall be deemed to have accepted the consequences of such priority of payments and waterfall provisions.

The rights of the shareholders of the Company are limited to the assets of the Company which are not allocated to a compartment.

Art. 20. Prohibition to petition for bankruptcy of the Company or to seize the assets of the Company. In accordance with article 64 of the Securitisation Law, any Investor in, and any Creditor and shareholder of, the Company and any person which has entered into a contractual relationship with the Company (the “Contracting Party”) agrees, unless expressly otherwise agreed upon in writing between the Company and the Investor, the Creditor or the Contracting Party, not to (1) petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company or (2) seize any assets of the Company, irrespective of whether the assets in question belong to (i) the compartment in respect of which the Investor has invested or in respect of which the Creditor or the Contracting Party have contractual rights against the Company, (ii) any other compartment or (iii) the assets of the Company which have not been allocated to a compartment (if any).

Art. 21. Subordination. Any claims which the shareholders of the Company may have against the Company (in such capacity) are subordinated to the claims which any creditors of the Company (including the Creditors) or any investors in the Company (including the Investors) may have.

The Investors accept and acknowledge that their rights under a compartment may be subordinated to the rights of other Investors under, and/or Creditors of, the same compartment.

Subscriptions

The shares have been subscribed as follows:

Subscriber	Number of shares
Stichting Bee Microfinance, above mentioned	310
Total	310

The shares have been fully paid up by payment in cash, evidence of which was given to the undersigned notary.

Transitory Measures

- (1) The first financial year shall begin today and end on 31 December 2015.
- (2) The first General Meeting shall be held in the year 2016, exceptionally on Friday, 3 June 2016.
- (3) The first financial statements shall refer to the financial year ended on 31 December 2015.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately thousand one hundred euros (EUR 1100.-).

Statements

The undersigned notary acknowledges that the conditions required by articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended have been observed and that the present Articles of incorporation comply with the provision of article 27 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder, exercising the powers of the general meeting of shareholders and representing the entire share capital of the Company, has immediately passed the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed as directors for a period ending with the first annual general meeting:

1. Mr. Hinnerk Koch, born on 15 March 1963, in Bremen, Germany, with professional address at 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
2. Mr. Alain Koch, born on 18 August 1965, in Esch-Sur-Alzette, Luxembourg, with professional address at 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
3. Ms. Danielle Delnoije, born on 14 February 1974, in Sittard, the Netherlands, with professional address at 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Second resolution

The registered office is fixed at 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day first mentioned above.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung der vorigen Textes

Im Jahr zweitausendvierzehn, am dritten Dezember.

Vor uns Notar Roger Arrensdorff, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

Stichting Bee Microfinance, eine Stiftung nach den Gesetzen der Niederlande, mit registriertem Firmensitz in De Boelelaan 7, NL-1083 HJ Amsterdam, (Niederlande), eingetragen Im Handelsregister Amsterdam unter der Nummer [Nummer],

hier vertreten durch Herrn Rüdiger Sailer, Rechtsanwalt, geschäftlich ansässig in 20, avenue Marie-Thérèse, L-2014 Luxemburg, gemäß Vollmacht vom 2. Dezember 2014.

Die Vollmacht soll, nach Zeichnung durch die erscheinende Person und den unterzeichneten Notar, dieser Urkunde zu Registrierungszwecken beigefügt bleiben.

Die erscheinende Partei, in ihrer handelnden Befugnis, hat den unterzeichneten Notar gebeten, die Satzung einer Verbriefungsgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme) im Sinne des Gesetzes vom 22. März 2004 über Verbriefungen, die hiermit gegründet wird, wie folgt festzuhalten:

Art. 1. Form, Name. Es wird hiermit zwischen den Unterzeichneten und all denen, die Inhaber der im Anschluss ausgegebenen Aktien werden, eine Verbriefungsgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme) im Sinne

des Gesetzes vom 22. März 2004 über Verbriefungen (das „Verbriefungsgesetz“) mit dem Namen „Sus Bee Finance S.A.“(die „Gesellschaft“) gegründet.

Die Gesellschaft kann einen Aktionär (der „Alleinige Aktionär“) oder mehrere Aktionäre haben.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre in der für die Änderung der vorliegenden Satzung (die „Satzung“) vorgesehenen Form aufgelöst werden.

Im Falle des Verlustes der Rechtsfähigkeit, Liquidation oder des Todes des Alleinigen Aktionärs, wird die Gesellschaft nicht aufgelöst.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft. Der Zweck der Gesellschaft ist das Agieren als Verbriefungsgesellschaft im Sinne des Verbriefungsgesetzes, durch Ankauf, Finanzierung oder Übernahme, direkt oder über andere Unternehmen, von Risiken in Zusammenhang mit Forderungen, sonstigen Vermögenswerten (einschließlich, aber nicht beschränkt auf alle Arten von Wertpapieren, Darlehen, Forderungen und sonstigen beweglichen oder unbeweglichen, materiellen oder immateriellen Vermögenswerten) oder jedweder Art von durch Dritte übernommenen Verpflichtungen oder Risiken die gesamt oder teilweise den Aktivitäten Dritter eigen sind (die „Basiswerte“).

Die Gesellschaft kann innerhalb der Grenzen des Verbriefungsgesetzes alle Arten von Wertpapieren ausgeben, einschließlich, aber nicht beschränkt auf Aktien, Genußscheine, Schuldtitel sowie Optionen oder Garantien auf Anteilsrechte, deren Wert, Ertrag oder Rendite direkt oder indirekt von solchen Risiken in Bezug auf die Basiswerte abhängen (jedes eine „Verbriefung“).

Die Gesellschaft kann als unregulierter Verbriefungsorganismus und in den Grenzen des Verbriefungsgesetzes öffentlich ausgeben. Die Gesellschaft kann, unter Beachtung der Grenzen des Verbriefungsgesetzes, Mittel von jeder Rechtspersönlichkeit tilgen oder aufbringen, um Basiswerte zu finanzieren und/oder um Zahlungen oder Verpflichtungen nachzukommen, die sie aus irgendeiner ihrer Verbriefungen oder aus irgendeiner eingegangenen Vereinbarung im Kontext einer Verbriefung besitzt.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann, entweder im Kontext eines Verbriefungsplans oder nicht, spezifische Teilvermögen gründen, die bestimmte spezifische Wertpapiere, Instrumente, Forderungen oder Vermögenswerte und/oder Risiken in Bezug darauf umfassen (die „Teilvermögen“).

Die Gesellschaft kann Serien oder Tranchen von Wertpapieren ausgeben, um Zweifel auszuräumen, einschließlich Aktien oder Genußscheine, deren Wert und das Recht auf Dividenden oder Renditen an ein oder mehrere spezifische Teilvermögen oder an spezifische Vermögenswerte oder Risiken gebunden sind, oder deren Rückzahlung von der Rückzahlung anderer Beteiligungen oder bestimmter Forderungen in Bezug auf ein oder mehrere Teilvermögen abhängig ist.

Die Gesellschaft kann über jedes Mittel jeden oder alle Basiswerte verkaufen, übertragen, zurückkaufen und disponieren (einschließlich mittels Verkauf, Übertragung, Austausch, Abgabe oder durch Derivate oder Swap-Transaktionen), wie in den Bedingungen der betreffenden Wertpapiere oder Emissionsprospekte oder Informationsmemoranden beschrieben, und im Allgemeinen die Basiswerte in einer kontinuierlichen und laufenden Weise verwalten.

Die Gesellschaft kann in den Grenzen des Verbriefungsgesetzes im Kontext ihrer Verbriefungen folgendermaßen vorgehen: (i) Erwerb, Halten und Veräußern in jeder Form und durch jedes Mittel, direkt oder indirekt, von Anteilen, Rechten und Beteiligungen an und Obligationen von luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, inklusive des Gewährs von Darlehen an solche Gesellschaften, (ii) Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder auf irgendeine andere Weise, oder die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf irgendeine andere Weise von Aktien, Anleihen, Pfandbriefen, Schuldscheinen und anderen Wertpapieren oder Finanzinstrumenten aller Art und Verträge dazu oder mit Bezug darauf und (iii) Eigentum, Administration, Entwicklung und Verwaltung eines Portfolios (u.a. einschließlich der oben in Punkt (i) und (ii) erwähnten Vermögenswerte). Die Gesellschaft kann außerdem Beteiligungen an Personen- und Kommanditgesellschaften, Trusts, Fonds und anderen Einheiten erwerben, halten und darüber verfügen.

Die Gesellschaft kann in den Grenzen des Verbriefungsgesetzes jede Art von Sicherungsrechten unter jedem Gesetz gegenüber jedem Treuhänder, Sicherheitentreuhänder, Sicherheitenverwalter, Treuhandsrepräsentanten oder jeder anderen Person garantieren, welche die Investoren oder jede andere Partei repräsentieren, die in die Verbriefung involviert sind, oder mit der die Gesellschaft in Vereinbarungen in Verbindung mit einer Verbriefung eingetreten ist, um die Zahlung oder andere Verpflichtungen aus jedem beliebigen Vertrag abzusichern, in den die Gesellschaft in Verbindung mit einer Verbriefung eingetreten ist. Die Gesellschaft kann in jede beliebige Vereinbarung oder in Beteiligungen (einschließlich, aber nicht beschränkt auf Derivate) eintreten und kann jedes Dokument ausgeben, unterzeichnen, genehmigen oder ratifizieren und kann alle Akte tätigen und erlauben, die nötig sind, eine Verbriefung vorzubereiten, durchzuführen und abzuwickeln oder die ihr selbst entsprechen.

Die Gesellschaft kann alle Schritte und jede Transaktion ergreifen, die für die Erfüllung und Durchführung ihres Zwecks dienlich erscheint und im weitesten Sinne mit dem Verbriefungsgesetz im Einklang stehen.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Der registrierte Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Innerhalb derselben Gemeinde kann der Firmensitz durch einfachen Verwaltungsratsbeschluss verlegt werden.

Für den Fall, dass der Verwaltungsrat feststellt, dass außergewöhnliche, politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder bevorstehen, welche die Ausübung der normalen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem

Firmensitz behindern und stören könnten, oder um die Kommunikation zwischen dem Firmensitz und Personen im Ausland zu vereinfachen, kann der Firmensitz temporär ins Ausland verlegt werden, bis die abnormen Umstände vollständig beigelegt sind; eine solche temporäre Maßnahme hat keinen Effekt auf die Nationalität der Gesellschaft, die, ungeachtet der temporären Verlagerung des Firmensitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Kapital - Aktien und Aktienzertifikate. Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft ist auf einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) festgesetzt, unterteilt in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nominalwert von einhundert Euro (EUR 100) pro Aktie.

Aktien werden nur als Namensaktien begeben.

Die Gesellschaft betrachtet die jeweilige(n) Person(en), auf welche die Aktien im am Gesellschaftssitz geführten Aktionärsregister registriert sind, als rechtliche Eigentümer dieser Aktien.

Bestätigungen über solche Eintragungen werden an den Aktionär auf Anfrage zugestellt. Die Übertragung von Namensaktien wird durch eine Erklärung über die erfolgte Übertragung im Aktionärsregister durchgeführt, datiert und unterzeichnet vom Veräußerer und vom Erwerber oder Personen mit entsprechender Handlungsvollmacht.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien nach Maßgabe der gesetzlichen Vorschriften einziehen.

Art. 6. Kapitalerhöhungen oder -Herabsetzung. Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Aktionäre in der für die Änderung dieser Satzung vorgesehenen Form erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 7. Allgemeine Bestimmungen zu Generalversammlungen der Aktionäre. Die rechtmäßig konstituierte Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft soll die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft repräsentieren. Sie besitzt die weitestgehende Vollmacht, Handlungen in Bezug auf die Operationen der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu ratifizieren.

Wenn in dieser Satzung nicht anders bestimmt, gelten die gesetzlichen Frist- und Quorumsanforderungen zu den Ladungs- und Durchführungsmodalitäten der Generalversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in der jeweils geltenden Fassung.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Ein Aktionär kann in der Generalversammlung der Aktionäre durch Ernennung einer anderen Person an seiner statt handeln, die Ernennung erfolgt schriftlich, per Fax oder E-Mail.

Wenn per Gesetz nicht anders bestimmt, erfolgt die Beschlussfassung in einer Generalversammlung der Aktionäre durch einfache Mehrheit der anwesenden und abgegebenen Stimmen.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die für die Teilnahme der Aktionäre an der Generalversammlung der Aktionäre erfüllt sein müssen. Wenn alle Aktionäre in einer Generalversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten sind, und wenn sie bestätigen, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Je nach Fallgestaltung, übt der Alleinige Aktionär die Rechte aus, die nach Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der aktuell gültigen Fassung der Generalversammlung der Aktionäre zugewiesen sind.

Art. 8. Jährliche Generalversammlung der Aktionäre. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre soll in Einklang mit den Luxemburger Gesetzen am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Platz in Luxemburg, wie in der Einberufung der Versammlung angeführt, am dritten Donnerstag des Monats Juni um 10:00 Uhr vormittags abgehalten werden, erstmals im Jahr 2016.

Sollte dieser Tag kein Bankarbeitsstag in Luxemburg sein, wird die jährliche Generalversammlung der Aktionäre am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre kann im Ausland abgehalten werden, wenn nach endgültigem Beschluss des Verwaltungsrats die außergewöhnlichen Umstände dies erfordern.

Andere Generalversammlung der Aktionäre können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, wie in der entsprechenden Einberufung der Versammlung angeführt.

Generalversammlungen der Aktionäre werden für gewöhnlich durch den Verwaltungsrat einberufen. Die Einberufung zur Generalversammlung erfolgt schriftlich unter Bekanntmachung der Tagesordnung und per Einschreiben, das mindestens acht (8) Tage vor dem Datum der Generalversammlung der Aktionäre an jeden Aktionär an dessen im Aktionärsregister hinterlegte Adresse verschickt wird.

Art. 9. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat bestehend aus mindestens drei Mitgliedern geführt, die keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden in der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre für eine Dauer von maximal sechs Jahren gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder können wiedergewählt werden.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann zu jeder Zeit mit oder ohne Begründung durch Aktionärsbeschluss abgesetzt oder ausgetauscht werden.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds vakant, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder das freigewordene Amt vorläufig besetzen. Die nächste Generalversammlung der Aktionäre wird die endgültige Bestellung vornehmen.

Art. 10. Verfahren für Sitzungen des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat bestellt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Es kann auch ein Sekretär gewählt werden, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und der für die Abfassung des Protokolls der Verwaltungsratssitzung und der Aktionäre verantwortlich ist.

Der Verwaltungsrat tagt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung genannten Ort welcher prinzipiell in Luxemburg ist.

Die schriftliche Einladung zu den Sitzungen des Verwaltungsrates hat zumindest vierundzwanzig Stunden vor der Sitzung zu erfolgen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung angegeben werden muss. Auf die Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telefax, Telegramm oder Email verzichtet werden. Eine gesonderte Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann in einer Verwaltungsratssitzung per Vollmacht eines anderen Verwaltungsratsmitglieds an seiner statt handeln. Die Bevollmächtigung kann auch per Fax erteilt werden. Ein Verwaltungsratsmitglied kann nicht mehr als einen seiner Kollegen vertreten.

Der Verwaltungsrat kann nur dann rechtsgültig handeln oder beschließen, wenn zumindest die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder in einer Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

Wenn ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft haben könnte (abweichend von jenem als Verwaltungsratsmitglied, leitender Mitarbeiter oder Angestellter der anderen Vertragspartei), so muss der betroffene Verwaltungsrat dieses persönliche Interesse an der Transaktion dem Verwaltungsrat offen legen und darf sich zu solchen Transaktionen nicht äußern, sie in Betracht ziehen und nicht an Abstimmungen über sie teilnehmen. Über dieses persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds muss der nächstfolgenden Generalversammlung der Aktionäre berichtet werden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied hat das Recht an jeder Verwaltungsratssitzung per Videokonferenz oder ähnliche Kommunikationsmittel teilzunehmen, die es den teilnehmenden Personen erlauben teilzunehmen und mit den anderen zu kommunizieren. Eine Versammlung kann auch über Konferenzschaltung abgehalten werden. Die Teilnahme an Versammlungen eines Verwaltungsratsmitgliedes über diese Mittel ist der persönlichen Teilnahme an einer Versammlung gleichzusetzen.

Das Protokoll der Verwaltungsratssitzung wird vom Vorsitzenden unterschrieben, oder im Falle seiner Abwesenheit, durch den stellvertretenden Vorsitzenden und ein weiteres Verwaltungsratsmitglied, die in der Versammlung anwesend waren.

Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrats können auch in Form von Umlaufbeschlüssen gefasst werden, wenn die Zustimmung schriftlich, durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel abgegeben wird. Solch ein Umlaufbeschluss, der rechtmäßig und wirksam wie ein in einer Sitzung gefasster Beschluss ist, kann in einem Einzeldokument oder in gleichlautenden Dokumenten dokumentiert sein, das von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterzeichnet wird.

Art. 11. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat ist mit den weitestgehenden Befugnissen ausgestattet, um die Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Interesse der Gesellschaft in den Grenzen des Verbriefungsgesetzes durchzuführen. Alle Vollmachten, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, fallen in die Kompetenz des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse bezüglich der täglichen Verwaltung und Geschäftsführung sowie der Vertretung der Gesellschaft an jedes oder einzelne Verwaltungsratsmitglied/er delegieren. Die Mitglieder des Verwaltungsrats können hierfür Gremien bilden, um - nach vom Verwaltungsrat festgelegten Bestimmungen - zu tagen und zu beschließen. Er kann auch alle Befugnisse oder spezielle Mandate an beliebige Personen delegieren, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen.

Soweit der Verwaltungsrat nicht unerhebliche Teile der Managementleistung durch Dritte beauftragen will, muss er sicherstellen, dass der jeweils beauftragte Dritte seine Leistung aus dem Ort heraus erbringt, an dem die Gesellschaft ihren Sitz hat. Ausnahmen bedürfen eines einstimmigen Beschlusses des Verwaltungsrates; die Generalversammlung der Aktionäre ist über eine solche Ausnahme zu informieren.

Art. 12. Zeichnungsberechtigung. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft oder die gemeinsame oder alleinige Unterschrift einer beliebigen Person oder Personen verpflichtet, der oder denen die Zeichnungsberechtigung durch den Verwaltungsrat übertragen wurde.

Art. 13. Unabhängiger Wirtschaftsprüfer. Die Buchhaltung der Gesellschaft wird durch einen unabhängigen und entsprechend autorisierten Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, der kein Aktionär sein muss. Der unabhängige Wirtschaftsprüfer wird durch den Verwaltungsrat berufen oder entlassen.

Art. 14. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jedes Kalenderjahres und endet am letzten Tag im Dezember desselben Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das mit dem Datum der Gründung der Gesellschaft beginnt und mit dem 31. Dezember 2015 endet.

Art. 15. Gewinnverwendung. Vom jährlichen Nettogewinn werden fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage zugewiesen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Aktienkapitals beträgt.

Die Generalversammlung der Aktionäre wird auf Empfehlung des Verwaltungsrats bestimmen, wie der Rest des jährlichen Nettogewinns verteilt wird und kann von Zeit zu Zeit Dividenden festsetzen, ohne dass hierbei jemals die vom Verwaltungsrat vorgeschlagenen Beträge überschritten werden dürfen.

Zwischendividenden können gemäß den Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften ausgeschüttet in der aktuell gültigen Fassung, und nach Beschluss des Verwaltungsrats und Genehmigung durch den unabhängigen Wirtschaftsprüfer werden.

Die festgesetzten Dividenden können nach Wahl des Verwaltungsrats in jeder Währung, an Orte und zu Zeitpunkten, wie sie der Verwaltungsrat bestimmt, ausbezahlt werden.

Der Verwaltungsrat trifft die endgültige Entscheidung über den anzuwendenden Wechselkurs, um die Dividenden in die Auszahlungswährung umzurechnen.

Eine festgesetzte aber nicht ausbezahlte Dividende verfällt nach fünf Jahren und kann vom betreffenden Aktionär nicht mehr eingefordert werden und fällt der Gesellschaft zu.

Für festgesetzte aber nicht eingeforderte Dividenden, die von der Gesellschaft für die Aktionäre gehalten werden, werden keine Zinsen bezahlt.

Art. 16. Auflösung und Liquidation. Für den Fall der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Diese werden durch die Generalversammlung der Aktionäre ernannt, welche auch deren Befugnisse und ihre Entlohnung festlegt.

Jedes Teilvermögen der Gesellschaft kann getrennt liquidiert werden, ohne dass diese Liquidation zur Liquidation eines anderen Teilvermögens führt.

Art. 17. Abänderung der Satzung. Diese Satzung kann von Zeit zu Zeit durch die Generalversammlung der Aktionäre gemäß Quorum und Stimmerfordernissen der anwendbaren Luxemburger Gesetze abgeändert werden.

Art. 18. Geltendes Recht. Alle Belange, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, unterliegen dem Verbriefungsgesetz und dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in ihrer jeweils gültigen Version.

Art. 19. Trennung der Vermögenswerte. Wenn am Zahlungstag der zu einem Teilvermögen zugehörigen Vermögenswerte (einschließlich der durch die Gesellschaft abgeschlossenen Sicherungsverträge bezüglich eines Teilvermögens) der Gesamtbetrag an Geldern, die im Zusammenhang mit diesem Teilvermögen empfangen wurde, die Zahlungen welche die Gesellschaft in diesem Teilvermögen zu leisten hat, übersteigen, kann der Verwaltungsrat die überschüssige Summe dazu nutzen die Forderungen der Gläubiger der Gesellschaft zu bezahlen, welche nicht einem bestimmten Teilvermögen zugewiesen werden können.

Die einem Teilvermögen zugewiesenen Vermögenswerte stehen ausschließlich (1) den Investoren in dieses Teilvermögen zur Verfügung (die „Investoren“), (2) den Gläubigern zur Verfügung, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, dem Betrieb oder der Auflösung des Teilvermögens entstanden sind und die in den Regelungen zur Zahlungsrangfolge in der relevanten Emissionsdokumentation berücksichtigt sind (die „Transaktionsgläubiger“), (3) den Gläubigern zur Verfügung, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, dem Betrieb oder der Auflösung des Teilvermögens entstanden sind und die nicht in den Regelungen zur Zahlungsrangfolge in der relevanten Emissionsdokumentation berücksichtigt sind (die „Gläubiger von teilvermögensspezifischen Forderungen“, und zusammen mit den Transaktionsgläubigern, die „Gläubiger“) und (4) in Abhängigkeit der Bedingungen des nächstfolgenden Paragraphen, den Gläubigern zur Verfügung, deren Forderungen nicht im Zusammenhang mit der Gründung, dem Betrieb oder der Auflösung eines Teilvermögens entstanden sind und die nicht auf ihren Rückanspruch auf die Vermögenswerte aller Teilvermögen der Gesellschaft verzichtet haben (die „Gläubiger von nicht-teilvermögensspezifischen Forderungen“).

Die Rechte der Gläubiger von nicht-teilvermögensspezifischen Forderungen werden durch die Gesellschaft halbjährlich rückwirkend allen Teilvermögen, gleichmäßig und pro rata temporis für in diesem Halbjahr entstandene Teilvermögen, zugewiesen, sofern die relevante Emissionsdokumentation ausdrücklich Gläubigern von nichtteilvermögensspezifischen Forderungen erlaubt, auf Vermögenswerte dieser Teilvermögen zuzugreifen. Solche Rechte von Gläubigern von nichtteilvermögensspezifischen Forderungen auf ein Teilvermögen werden nachstehend als „Pro-rata-Rechte“ bezeichnet.

Die Investoren und Gläubiger bestätigen und akzeptieren, dass, sobald alle zu dem Teilvermögen, in das sie investiert haben oder durch das ihre Forderungen entstanden sind, zugehörigen Vermögenswerte verwertet wurden, ihnen keine weiteren Schritte gegen die Gesellschaft zur Wiedererlangung zusätzlicher Summen offen stehen und das Recht solche Summen zu empfangen, erloschen ist. Die Gläubiger von nichtteilvermögensspezifischen Forderungen bestätigen und akzeptieren, dass, sobald alle zu einem Teilvermögen, in dem sie Pro-rata-Rechte besitzen, zugehörigen Vermögenswerte verwertet wurden, ihnen keine weiteren Schritte gegen die Gesellschaft zur Durchsetzung dieser Prorata-Rechte offen stehen und das Recht jedwede Summe aufgrund solcher Pro-rata-Rechte zu empfangen, erloschen ist.

Die Gläubiger von teilvermögensspezifischen und nichtteilvermögensspezifischen Forderungen akzeptieren ausdrücklich, und ihre Annahme wird im Falle von vertraglichen Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft vorausgesetzt, dass die Zahlungsrangfolge und die Waterfall-Regelungen in die relevante Emissionsdokumentation eingefügt werden und dass

sie die Konsequenzen dieser Zahlungsrangfolge und der Waterfall-Regelungen ausdrücklich akzeptieren und gegebenenfalls diese Annahme vorausgesetzt wird.

Die Rechte der Gesellschafter sind auf diejenigen Vermögenswerte begrenzt, die nicht einem Teilvermögen zugewiesen wurden.

Art. 20. Verbot einen Insolvenzantrag für die Gesellschaft zu stellen oder die Vermögenswerte der Gesellschaft zu pfänden. Gemäß Artikel 64 des Verbriefungsgesetzes erklärt sich jeder Investor, jeder Gläubiger und Gesellschafter der Gesellschaft und jede Person, welche in vertragliche Beziehungen mit der Gesellschaft getreten ist (die „Vertragspartei“) einverstanden, außer es wurde ausdrücklich und schriftlich Gegenteiliges zwischen der Gesellschaft, dem Investor, dem Gläubiger und der Vertragspartei vereinbart, (1) keinen Insolvenzantrag oder in sonstiger Weise die Eröffnung eines Gesamtvollstreckungs- oder Sanierungsverfahrens im Hinblick auf die Gesellschaft zu stellen oder zu beantragen oder (2) keinerlei Vermögenswerte der Gesellschaft zu pfänden, ungeachtet dessen, dass die betroffenen Vermögenswerte (i) dem Teilvermögen angehören, in das der Investor investiert hat oder durch das dem Gläubiger oder der Vertragspartei vertragliche Rechte gegen die Gesellschaft zustehen, (ii) jeglichem anderen Teilvermögen angehören oder (iii) zu den Vermögenswerten der Gesellschaft gehören, welche keinem Teilvermögen zugewiesen wurden (sofern vorhanden).

Art. 21. Rangrücktritt. Jegliche Forderung, die ein Gesellschafter (in dieser Eigenschaft) gegen die Gesellschaft geltend machen könnte, tritt gegenüber den Forderungen jeglicher Gläubiger der Gesellschaft (einschließlich der oben definierten Gläubiger) und jeglicher Investoren in die Gesellschaft (einschließlich der oben definierten Investoren) im Rang zurück.

Die Investoren akzeptieren und bestätigen, dass ihre Rechte an einem Teilvermögen hinter die Rechte anderer Investoren, und / oder Gläubiger, in dem selben Teilvermögen im Rang zurücktreten können.

Zeichnungen

Die Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

Zeichner	Anzahl der Aktien
Stichting Bee Microfinance, vorbenannt	310
Gesamt	310

Sämtliche Aktien wurden voll und bar eingezahlt, wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsbeschlüsse

- (1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2015.
- (2) Die erste jährliche Hauptversammlung wird in Luxemburg im Jahr 2016 abgehalten, ausnahmsweise am Freitag, den 3. Juni 2016.
- (3) Der erste Jahresabschluss wird sich auf das Geschäftsjahresende 31. Dezember 2015 beziehen.

Aufwendungen

Die Aufwendungen, Kosten, Honorare oder Gebühren aller Art, die anlässlich der Begründung der Gesellschaft entstehen, werden etwa auf tausendeinhundert Euro (EUR 1100,-) geschätzt.

Bestätigungen

Der unterzeichnete Notar bestätigt, dass die erforderlichen Bedingungen aus den Artikeln 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften beachtet wurden und dass die vorliegende Satzung der Vorschrift des Artikels 27 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften entspricht.

Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Der alleinige Aktionär, der die Vollmachten der Generalversammlung der Aktionäre ausübt und das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft repräsentiert, hat sofort die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die folgenden Personen werden für die Dauer bis zur ersten jährlichen Generalversammlung der Aktionäre als Verwaltungsratsmitglieder bestellt:

1. Herr Hinnerk Koch, geboren am 15. März 1963 in Bremen, Deutschland, mit Geschäftsadresse in 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxemburg;
2. Herr Alain Koch, geboren am 18. August 1965 in Esch-Sur-Alzette, Luxemburg, mit Geschäftsadresse in 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxemburg;
3. Frau Danielle Delnoije, geboren am 14. Februar 1974 in Sittard, Niederlande, mit Geschäftsadresse in 9b, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxemburg.

Zweiter Beschluss

Der Firmensitz wird auf 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxemburg, festgelegt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch in Wort und Schrift beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Antrag durch die erscheinende Person die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde und nachfolgend ins Deutsche übersetzt wird; auf Antrag derselben erscheinenden Person und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und deutschen Fassung des Textes soll die englische Version den Vorrang haben.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens und handelnd wie hiavor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: SAILER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 décembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 58000. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195465/591.

(140217548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Golding Buyout Europe SICAV-FIS VI, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 156.839.

Im Jahr zweitausendvierzehn,
am vierzehnten Tag des Monats November.

Vor Uns Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in SASSENHEIM, Großherzogtum Luxemburg,

wurde eine außerordentliche Generalversammlung (die "Versammlung") der Aktionäre der Golding Buyout Europe SICAV-FIS VI abgehalten, einer Aktiengesellschaft (société anonyme) in Form der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital- spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable- fonds d'investissement spécialisé) mit Sitz in 6, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 156.839, gegründet nach dem Recht Luxemburgs durch Urkunde des unterzeichneten Notars vom 15. November 2010 (die "Gesellschaft"), deren Satzung (die "Satzung") am 2. Dezember 2010 unter der Nummer 2635, Seite 126458 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial C") veröffentlicht wurde.

Die Versammlung steht unter dem Vorsitz des Herrn Christian Lennig, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, der Herrn Matthias Kerbusch, Jurist, beruflich ansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, zum Protokollführer bestimmt.

Die Versammlung wählt Herrn Peter Audesirk, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, zum Stimmenzähler.

Nachdem das Büro so eingerichtet wurde, hat der Vorsitzende erklärt und den Notar gebeten zu beurkunden dass:

I. alle Aktionäre der Gesellschaft auf der gegenwärtigen Versammlung vertreten sind und dass die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien aus einer Anwesenheitsliste hervorgeht, welche von ihren Stellvertretern, dem Büro der Versammlung und dem Notar unterzeichnet wurde. Diese Anwesenheitsliste sowie die "ne varietur" unterzeichneten Vollmachten werden zusammen mit dieser Urkunde registriert;

II. alle Aktionäre erklären, dass sie durch die per Einschreiben verschickte Einladung vom 23. Oktober 2014 über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind und auf sämtliche Einberufungsvoraussetzungen und -formalitäten verzichten. Die gegenwärtige Versammlung ist somit ordnungsgemäß zusammengetreten und kann rechtswirksam über die Tagesordnungspunkte derselben Versammlung beraten und entscheiden; und

III. die Tagesordnung der Versammlung folgende Punkte enthält:

Tagesordnung

1. Neufassung der Satzung ohne Änderung des Gesellschaftszwecks;
2. Änderung des Emissionsdokument;

Nach sorgfältiger Beratung hat die Versammlung folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt einstimmig die Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

I. Name, Gesellschaftssitz und -Zweck

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichnenden und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé oder SICAV-FIS) unter dem Namen "Golding Buyout Europe SICAV-FIS VI" (die "Investmentgesellschaft"). Bei der Investmentgesellschaft handelt es sich gemäß dem Gesetz zur Umsetzung der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über die Verwalter alternativer Investmentfonds vom 12. Juni 2013 (das "AIFM Gesetz") um einen alternativen Investmentfonds und sie unterliegt dem luxemburgischen Gesetz über spezialisierte Investmentfonds vom 13. Februar 2007, in der jeweils gültigen Fassung (das "Gesetz von 2007").

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Geschäftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb des Großherzogtums Luxemburg geändert werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, soziale oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Investmentgesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Geschäftssitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Investmentgesellschaft keinen Einfluss haben. Die Investmentgesellschaft wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Alleiniger Zweck der Investmentgesellschaft (der "Gesellschaftszweck") ist es, die ihr für jeden Teilfonds im Sinne von Artikel 5 zur Verfügung stehenden Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung sowie unter Berücksichtigung der im Emissionsdokument näher beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen in Unternehmenbeteiligungen und Gesellschaften zu investieren, deren Anlagestrategien auf sämtliche Formen der Fremd- und Eigenkapitalbeteiligung an Unternehmen ausgerichtet sein können, insbesondere in Private Equity-Fonds, vorausgesetzt, die Anteile an den Unternehmen oder den Gesellschaften sind nach dem luxemburgischen Gesetz über spezialisierte Investmentfonds vom 13. Februar 2007, in der jeweils gültigen Fassung (das "Gesetz von 2007") erlaubte Vermögenswerte. Das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte lässt die Investmentgesellschaft den Anlegern zukommen.

Die Investmentgesellschaft ist zu allen Rechtsgeschäften und Rechtshandlungen berechtigt, die geeignet erscheinen, den Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu fördern. Sie kann die zu Erreichung des Gesellschaftszwecks erforderlichen oder zweckmäßigen Handlungen selbst vornehmen oder durch Dritte vornehmen lassen.

II. Gesellschaftskapital, Teilfonds und Aktienklassen

Art. 4. Gesellschaftskapital. Das Kapital der Investmentgesellschaft (das "Gesellschaftskapital") entspricht zu jeder Zeit dem Wert, der sich aus der Summe der Vermögenswerte abzüglich der Summe der Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft ergibt (das "Nettovermögen"), und wird in Euro denominiert (die "Gesellschaftswährung").

Das Nettovermögen wird mit dem Betrag angesetzt, der sich aus dem Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der jeweils gültigen Fassung (das "Gesetz von 1915") sowie dem Gesetz von 2007 ergibt. Im Übrigen bestimmt der Verwaltungsrat bzw. der gegebenenfalls bestellte AIFM die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln. Der Verwaltungsrat bzw. der gegebenenfalls bestellte AIFM kann außerdem im Ausnahmefall nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von den üblicherweise angewandten Bewertungsverfahren abweichen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft und ihrer Aktionäre liegt und die abweichend angewandten Bewertungsverfahren im Einklang mit allgemein anerkannten Grundsätzen ordnungsgemäßer Buchführung stehen. Sollten für Zwecke der Bewertung des Nettovermögens die einschlägige Notierung von Fremdwährungen nicht verfügbar sein, wird der Kurs durch den Verwaltungsrat bzw. den gegebenenfalls bestellten AIFM nach Treu und Glauben bestimmt.

Das Gesellschaftskapital wird nicht niedriger als eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 Euro) sein, sofern nicht durch das Gesetz von 2007 oder einer Großherzoglichen Verordnung ein höherer Mindestbetrag festgelegt wird (das "Mindestgesellschaftskapital"). Das Gründungskapital beträgt vierzigtausend Euro (40.000 Euro) und ist in vier (4) Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf (12) Monaten nach der Zulassung der Investmentgesellschaft als spezialisierter Investmentfonds im Sinne des Gesetzes von 2007 erreicht werden.

Das Gesellschaftskapital kann sich insbesondere infolge der Ausgabe von weiteren Aktien oder der Rücknahme von Aktien erhöhen oder vermindern.

Art. 5. Teilfonds und Aktienklassen. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, dass die Aktien der Investmentgesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die "Teilfonds"), gemäß Artikel 71 des Gesetzes von 2007 angehören, welche wiederum in unterschiedlichen Teilfondswährungen verwaltet sein können. Der Verwaltungsrat kann außerdem beschließen, dass innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden (die "Aktienklassen"), insbesondere mit einer spezifischen Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, einer spezifischen Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument der Investmentgesellschaft beschrieben.

Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständig. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds.

Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind.

Die Teilfonds oder Aktienklassen (einzeln die "Berechnungseinheit") können in Währungen denominated sein, die von der Gesellschaftswährung abweichen (die "Berechnungswährung"). Sofern es für die Ermittlung des Gesellschaftskapitals oder sonstige Zwecke notwendig ist, Beträge in Berechnungswährung in die Gesellschaftswährung umzurechnen, so ist der Umrechnungskurs, der sich entsprechend Artikel 4 Absatz 2 ergeben würde, heranzuziehen.

III. Aktien

Art. 6. Aktien. Die Aktien der Investmentgesellschaft (die "Aktien") haben keinen Nennwert und werden ausschließlich als Namensaktien an sachkundige Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 (der "sachkundige Anleger") ausgegeben. Falls ein Aktionär Aktien nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger sein.

Die Investmentgesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Aktie oder Aktienbruchteil an. Nur die Eigentümer von Aktien, die in das Aktienregister eingetragen sind, können Rechte aus den Aktien gegenüber der Investmentgesellschaft geltend machen. Im Falle eines gemeinschaftlichen Eigentums gilt der im Aktienregister eingetragene Aktionär als Eigentümer. Sofern die Aktien durch Rechtsnachfolge auf mehrere Eigentümer übergehen, kann die Investmentgesellschaft die Ausübung der mit dem Aktieneigentum verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem durch die Eigentümergemeinschaft eine Person angegeben wird, die als neuer Eigentümer in das Aktienregister eingetragen wird.

Art. 7. Ausgabe von Aktien. Die Summe der von den Aktionären in den Zeichnungsscheinen eingegangenen Zeichnungsverpflichtungen ergibt das maximale Zeichnungskapital der Investmentgesellschaft (das "Zeichnungskapital"). Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, bis zur Höhe des Zeichnungskapitals zu jeder Zeit Aktien an sachkundige Anleger auszugeben. Zeichnungsverpflichtungen werden am Sitz der Investmentgesellschaft oder einer hiermit beauftragten natürlichen oder juristischen Person entgegengenommen.

Der Verwaltungsrat hat das Recht, jeden Zeichnungsschein ganz oder teilweise zurückzuweisen oder die Ausgabe von Aktien jederzeit ohne vorherige Mitteilung auszusetzen. Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe begrenzen.

Die Ausgabe von Aktien erfolgt zu dem im Verkaufsprospekt angegebenen Ausgabepreis (der "Ausgabepreis"). Die Investmentgesellschaft oder die als Hauptzahlstelle beauftragte natürliche oder juristische Person (die "Hauptzahlstelle") fordert in Textform, also als Brief, Fax oder elektronische Nachricht (die "Textform"), zur Zahlung des für die jeweils auszugebenden Aktien zu entrichtenden Betrages innerhalb einer angemessenen Frist auf (die "Einzahlungsaufforderung"), welche sieben (7) Bankarbeitstage im Großherzogtum Luxemburg (der "Bankarbeitstag") gerechnet ab dem Tag der Versendung der jeweiligen Einzahlungsaufforderung nicht unterschreitet. Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnungsverpflichtung angenommen und der zu entrichtende Betrag auf einem Konto der Investmentgesellschaft eingegangen ist.

Die Investmentgesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalstelle ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber insbesondere zur anteiligen (pro rata) Teilnahme am Gewinn, den Ausschüttungen und dem Liquidationserlös der Investmentgesellschaft.

Von der Investmentgesellschaft ausgegebene Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die bereits vorher ausgegebenen Aktien derselben Aktienklasse eines Teilfonds, die am Tage der Aktienaussgabe in Umlauf waren.

Art. 8. Haftung des Aktionärs. Die Haftung des Aktionärs ist auf den Betrag seiner Zeichnungsverpflichtung begrenzt. Eine Nachschusspflicht der Aktionäre ist ausgeschlossen.

Art. 9. Säumiger Aktionär. Zahlt ein Aktionär innerhalb der festgelegten Frist entgegen seiner Zeichnungsverpflichtung nicht, obwohl ihm eine Einzahlungsaufforderung in Textform an die im Aktienregister verzeichneten Kontaktdaten zugesandt wurde, kann die Investmentgesellschaft den betreffenden Aktionär durch Verwaltungsratsbeschluss zum säumigen Aktionär (der "säumige Aktionär") mit der Folge erklären, dass:

i. er ohne das Erfordernis einer Mahnung ab Fälligkeit in Verzug kommt. Unbeschadet sonstiger gesetzlicher Rechtsfolgen schuldet der säumige Aktionär für die Dauer des Verzugs Verzugszinsen in Höhe von vier (4) Prozentpunkten über dem 3-Monats-EURIBOR zum Zeitpunkt der Erklärung als säumiger Aktionär und

ii. Ausschüttungen an den säumigen Aktionär aufgerechnet oder zurückgehalten werden können, bis alle der Investmentgesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

Leistet ein säumiger Aktionär auf eine nach Eintritt des Verzuges abgesandte schriftliche Zahlungsaufforderung nicht innerhalb einer Frist von vier (4) Wochen die ausstehenden Zahlungen zuzüglich aufgelaufener Verzugszinsen, kann der Verwaltungsrat, unbeschadet aller durch die Rechtsordnung zulässigen Maßnahmen, folgende Maßnahmen ergreifen:

i. Vollständige oder teilweise Zwangsrücknahme der Aktien des säumigen Aktionärs durch die Investmentgesellschaft nach Maßgabe von § 13 Absatz 5 gegen Zahlung eines Rücknahmepreises in Höhe von 50 Prozent des zuletzt verfügbaren Nettoinventarwertes gemäß Artikel 15 der betroffenen Aktien oder, falls dieser Betrag niedriger ist, 50 Prozent der Nettokapitaleinlage pro Aktie gemäß Artikel 12 dieser Aktien an den betreffenden Aktionär.

ii. Einräumung des Rechts an die nicht-säumigen Aktionäre, die Aktien des säumigen Aktionärs zu einem Preis in Höhe des unter (i) definierten Zahlungsbetrages dieser Aktien ganz oder teilweise zu erwerben; in diesem Fall ist immer auch die Verpflichtung zur Leistung der noch offenen Zeichnungsverpflichtung des säumigen Aktionärs pro rata vom betreffenden nicht-säumigen Aktionär zu übernehmen

iii. Kündigung oder Verringerung der Zeichnungsverpflichtung des säumigen Aktionärs und/oder

iv. Sofern die nicht-säumigen Aktionäre von ihrem Erwerbsrecht nach (ii) nicht oder nur teilweise Gebrauch machen, kann der Verwaltungsrat neue Aktionäre zulassen, welche diese Aktien einschließlich der Verpflichtung zur Leistung der noch offenen Zeichnungsverpflichtung des säumigen Aktionärs zu einem Preis in Höhe des unter (i) definierten Zahlungsbetrages dieser Aktien ganz oder teilweise erwerben.

Der an den säumigen Aktionär zu bezahlende Rücknahmepreis reduziert sich um aufgelaufene Verzugszinsen und einen etwaigen weiteren Verzugschaden der Investmentgesellschaft, insbesondere aus Zwischenfinanzierungskosten oder Schäden aus dem Verzug der Investmentgesellschaft gegenüber Beteiligungsgesellschaften, in welche die Investmentgesellschaft investiert hat.

Art. 10. Aktienregister und Aktienzertifikate. Die Investmentgesellschaft führt über alle ausgegebenen Aktien ein Register mit den beteiligungsbezogenen Daten der Aktionäre sowie dem Zeichnungsbetrag, der Anzahl der Aktien, dem Ausgabe- und Rücknahmepreis (das "Aktienregister") oder beauftragt hierfür eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen als Register- und Transferstelle (die "Register- und Transferstelle").

Der Eintrag im Aktienregister erbringt den Eigentumsnachweis.

Beteiligungsbezogene Daten sind insbesondere Name, Geschäftssitz, Postanschrift, zuständiges Finanzamt, Steuer-Nummer bzw. Steuer-Identifikationsnummer, die Legitimierung nach dem luxemburgischen Gesetz zur Bekämpfung von Geldwäsche vom 12. November 2004, den entsprechenden Großherzoglichen Verordnungen sowie den einschlägigen Rundschreiben der Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) in der jeweils gültigen Fassung und die Bankverbindung (die "beteiligungsbezogenen Daten"). Jeder Aktionär erhält eine schriftliche Bestätigung seiner Eintragung im Aktienregister.

Jeder Aktionär teilt der Investmentgesellschaft bzw. der Register- und Transferstelle die beteiligungsbezogenen Daten und alle Änderungen unverzüglich mit und belegt dies durch geeignete Unterlagen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können rechtsverbindlich an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift versendet werden.

Aktienzertifikate werden lediglich auf Antrag und Kosten des Aktionärs ausgestellt. Beantragte Aktienzertifikate werden binnen eines Monats nach Antrag und Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle zu entrichtenden Beträge der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden grundsätzlich von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann jedoch auch durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde. Dritten gegenüber gilt jedoch nur der Aktionär als Eigentümer der Aktien, der im Aktienregister eingetragen ist.

Art. 11. Verfügung über Aktien. Jeder Aktionär kann über seine Aktien verfügen und diese zusammen mit allen Rechten und Pflichten aus dieser Satzung sowie der eingegangenen Zeichnungsverpflichtung auf einen anderen sachkundigen Anleger übertragen. Die Verfügung über die Aktien bedarf der Schriftform und der Zustimmung des Verwaltungsrates sowie der Eintragung in das Aktienregister. Verfügungen sind insbesondere Übertragungen anlässlich eines Verkaufs oder eine Schenkung sowie Verpfändungen.

Ausgenommen von der Zustimmung des Verwaltungsrates sind Verfügungen über Aktien, die im gebundenen Vermögen bzw. im Deckungsstock eines Versicherungsunternehmens oder die von Kapitalanlagegesellschaften auf Rechnung von Sondervermögen gehalten werden. Soweit und solange Aktien zum Sicherungsvermögen eines Aktionärs gehören, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß eines Versicherungsaufsichtsgesetzes bestellten Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

Jeder Aktionär, der die Verfügung seiner Aktien beabsichtigt, hat dies der Investmentgesellschaft spätestens vier (4) Wochen vorher durch Übersendung der Verfügungsvereinbarung und geeigneter Nachweise, dass der Begünstigte ein sachkundiger Anleger ist, anzuzeigen.

Eine Verfügung über Aktien bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre.

Art. 12. Rücknahme von Aktien. Die Rücknahme aller oder eines Teils der Aktien eines Aktionärs auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist nicht vorgesehen.

Der Verwaltungsrat kann jedoch beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile zurückzunehmen, um eingezahlte und frei gewordene Liquidität an alle Aktionäre zurückzuführen. Der Rücknahmepreis wird am letzten Tag der vom Verwaltungsrat bestimmten Rücknahmefrist (die "Rücknahmefrist") bestimmt und basiert auf der Nettokapitaleinlage pro Aktie am letzten Tag der Rücknahmefrist. Die "Nettokapitaleinlage pro Aktie" ergibt sich aus der Summe der Kapitaleinlagen durch

Ausgabe neuer Aktien abzüglich der Summe der Ausschüttungen durch Aktienrücknahmen und Substanzausschüttungen gemäß Art. 26 Absatz 3 (die "Nettokapitaleinlage") dividiert durch die Anzahl der gegenwärtig in Umlauf befindlichen Aktien. Die Entscheidung zur Rücknahme ist für alle Aktionäre verbindlich und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil an der Nettokapitaleinlage bzw. dem Kapital des jeweiligen Teilfonds. Die Investmentgesellschaft oder die Register- und Transferstelle wird den Aktionären die Entscheidung zur Rücknahme schriftlich mitteilen und die Aktionäre über Anzahl der Aktien sowie das Datum der Berechnung des Rücknahmepreises informieren. Die von der Investmentgesellschaft zurückgenommenen Aktien werden in den Büchern der Investmentgesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt. Aktien, die zurückgenommen werden, gelten bis zum durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt als im Umlauf befindlich. Ein nach diesem Zeitpunkt zur Zahlung fälliger Rücknahmepreis gilt als Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft.

Art. 13. Beschränkung und Zwangsrücknahme von Aktien. Die Aktien sind sachkundigen Anlegern vorbehalten.

Als Aktionäre ausgeschlossen sind Personen und Gesellschaften, welche "US-Personen" im Sinne der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in ihrer jeweils gültigen Fassung sind.

Darüber hinaus kann die Investmentgesellschaft nach eigenem Ermessen das Eigentum an Aktien auf bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder untersagen, wenn sie der Ansicht ist, dass solche Eigentumsrechte bewirken, dass

- i. diese zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft gehen;
- ii. diese einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich bringen können;
- iii. die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- iv. diese den Interessen der Investmentgesellschaft in einer anderen Art und Weise schaden.

Zu diesem Zweck kann die Investmentgesellschaft alle geeigneten Maßnahmen ergreifen, insbesondere die Ausgabe von Aktien sowie die Zustimmung zu Verfügungen über Aktien verweigern, von Aktionären alle nach ihrem Ermessen erforderlichen Informationen verlangen und deren Richtigkeit an Eides statt versichern lassen sowie eine Zwangsrücknahme nach Maßgabe des folgenden Absatzes durchführen.

Für die Zwangsrücknahme wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Investmentgesellschaft wird dem Aktionär eine Benachrichtigung (die "Rücknahmebenachrichtigung") zusenden. Die Rücknahmebenachrichtigung gibt die zurückzunehmenden Aktien, den zu bezahlenden Rücknahmepreis an. Die Rücknahmebenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Investmentgesellschaft unverzüglich gegebenenfalls ausgestellte Aktienzertifikate zurückzugeben. Mit Büroschluss des in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Eigentümer der in der Rücknahmebenachrichtigung aufgeführten Aktien.

ii. Der Rücknahmepreis, zu dem die in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Aktien zwangsweise zurückgenommen werden, basiert auf dem Nettoinventarwert gemäß Artikel 15 der ausgegebenen Aktien am Tag der Rücknahmebenachrichtigung.

iii. Der Rücknahmepreis wird dem Aktionär durch die Investmentgesellschaft bei einer Bank, welche in der Rücknahmebenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rücknahmepreis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe der gegebenenfalls ausgestellten Aktienzertifikate auszahlen. Nach Hinterlegung des Rücknahmepreises können Personen, die auf die in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Aktien einen Rechtsanspruch behaupten, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Investmentgesellschaft unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des letzten vor Zwangsrücknahme der Aktien im Aktienregister eingetragenen Eigentümers, den hinterlegten Rücknahmepreis ausgezahlt zu bekommen.

iv. Unter der Bedingung, dass die Investmentgesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Eigentum sich die Aktien befinden.

Der an den Aktionär zu bezahlende Rücknahmepreis ist in Raten zahlbar. Die einzelnen Raten sind zur Zahlung fällig zu den Zeitpunkten, zu denen die Investmentgesellschaft Ausschüttungen an die übrigen Aktionäre vornimmt. Jede einzelne Rate beläuft sich höchstens auf denjenigen Betrag, den der ausgeschiedene Aktionär erhalten hätte, wenn er nicht ausgeschieden wäre. Die einzelnen Raten sind unverzinslich. Ein Anspruch auf Sicherheitsleistung besteht nicht.

Art. 14. Umtausch von Aktien. Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass Aktionäre berechtigt sind, ihre Aktien eines Teilfonds oder einer Aktienklasse in Aktien eines anderen Teilfonds und/oder Aktienklasse umzutauschen. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat insbesondere die Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit eines Umtauschs festlegen und den Umtausch von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig machen.

Der Umtauschpreis wird am Umtauschtag bestimmt und basiert auf den Nettoinventarwerten gemäß Artikel 15 der Aktien des abgebenden Teilfonds oder der abgebenden Aktienklasse sowie des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse am Umtauschtag. Maßgeblich sind die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse.

IV. Nettoinventarwert der Aktien

Art. 15. Nettoinventarwert. Soweit erforderlich und im Rahmen des Luxemburger Rechts zulässig wird der Nettoinventarwert der Aktien unter der Verantwortung des Verwaltungsrates bzw. des gegebenenfalls bestellten AIFM durch die Zentralverwaltungsstelle an jedem Bewertungstag in Übereinstimmung mit den nachstehenden Regelungen und dem Luxemburger Recht berechnet.

Der erste Nettoinventarwert der Aktien einer Berechnungseinheit wird am ersten Bankarbeitstag nach dem Ende der im Emissionsdokument beschriebenen ersten Zeichnungsperiode der betreffenden Berechnungseinheit berechnet. Nachfolgend wird der Nettoinventarwert der Aktien der betreffenden Berechnungseinheit mindestens einmal im Jahr berechnet. Zusätzlich wird an jedem sonstigen Tag, an dem es der Verwaltungsrat bzw. der gegebenenfalls bestellte AIFM für notwendig erachtet, eine Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien der betreffenden Berechnungseinheit vorgenommen. Jeder Tag, an dem der Nettoinventarwert der Aktien berechnet wird, wird als "Bewertungstag" bezeichnet.

Der Nettoinventarwert der Aktien wird in der für die Berechnungseinheit maßgebenden Berechnungswährung berechnet und für jede Aktie dadurch bestimmt, dass das auf die Berechnungseinheit entfallende Nettovermögen durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der Berechnungseinheit geteilt wird. Der Nettoinventarwert der Aktie wird auf zwei Dezimalstellen kaufmännisch gerundet.

Das auf eine Berechnungseinheit entfallende Nettovermögen der Investmentgesellschaft wird in der jeweiligen Berechnungswährung ermittelt und umfasst diejenigen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die dieser Berechnungseinheit wirtschaftlich zugerechnet werden. Kann ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft nicht auf eine spezifische Berechnungseinheit wirtschaftlich zugerechnet werden, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit pro rata zum jeweiligen Nettovermögen der Berechnungseinheit allen Berechnungseinheiten zugerechnet. Der jeweils zuletzt verfügbare Nettoinventarwert einer Berechnungseinheit ist an jedem Bankarbeitstag am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Bewertungsregeln werden im Emissionsdokument aufgeführt.

Vorbehaltlich einer vorsätzlichen oder grob fahrlässigen Fehlberechnung ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien, welche vom Verwaltungsrat bzw. vom gegebenenfalls bestellten AIFM oder der von der Investmentgesellschaft hierfür beauftragten zentralen Verwaltungsstelle getroffen wird, endgültig und für die gegenwärtigen, ehemaligen und zukünftigen Aktionäre bindend.

Der Verwaltungsrat bzw. der gegebenenfalls bestellte AIFM ist jedoch berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien einzelner oder der gesamten Berechnungseinheiten eines bestimmten Bewertungstages aufzuheben und eine neue Berechnung durchzuführen, sofern seit der Berechnung des Nettoinventarwerts neue Tatsachen bekannt geworden sind, die eine wesentliche Änderung des Nettoinventarwerts der Aktien nach sich ziehen. In jedem Fall stellt der Verwaltungsrat bzw. der gegebenenfalls bestellte AIFM die ordnungsgemäße unabhängige Bewertung des Vermögens der Investmentgesellschaft sicher.

Im Falle von Ausschüttungen, Aktienaushaben und -rücknahmen wird das Nettovermögen jeder Berechnungseinheit wie folgt angepasst:

- falls eine Ausschüttung ausgezahlt wird, verringert sich das auf die betroffene Berechnungseinheit entfallende Nettovermögen um den Betrag der Ausschüttung;
- falls Aktien ausgegeben oder zurückgenommen werden, erhöht oder vermindert sich das auf die betroffene Berechnungseinheit entfallende Nettovermögen um den gezahlten Ausgabe- oder Rücknahmepreis.

Art. 16. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien. Der Verwaltungsrat bzw. der gegebenenfalls bestellte AIFM ist ermächtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien einer Berechnungseinheit in den folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus einem anderen Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des auf eine Berechnungseinheit entfallenden Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;
- wenn nach Meinung des Verwaltungsrats bzw. des gegebenenfalls bestellten AIFM der Nettoinventarwert der Aktien der Berechnungseinheit nicht sachgerecht berechnet werden kann;
- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Investmentgesellschaft oder eine Berechnungseinheit zu liquidieren oder aufzulösen.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien einer Berechnungseinheit führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Berechnungseinheiten, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind. Die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes wird den Aktionären schriftlich an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift mitgeteilt.

V. Verwaltungsrat und Generalversammlung

Art. 17. Verwaltungsrat. Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern (die "Verwaltungsratsmitglieder") besteht, welche nicht Aktionär sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären in der Generalversammlung für eine Dauer von höchstens sechs (6) Jahren gewählt. Eine Wiederwahl ist zulässig. Die Aktionäre können in der Generalversammlung außerdem die

Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Amtszeit beschließen und die Verwaltungsratsmitglieder jederzeit und ohne Angabe von Gründen abberufen oder ersetzen.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied während seiner Amtszeit aus, können die Aktionäre in der nächsten Generalversammlung für die restliche Amtszeit einen Nachfolger wählen. Bis dahin können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder einen Nachfolger kooptieren.

Der Verwaltungsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden (der "Verwaltungsratsvorsitzende"). Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Verwaltungsratsmitglieder ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann jeweils einen Sekretär, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt (der "Sekretär") sowie einen Stimmzähler bestimmen.

Art. 18. Geschäftsführung und Vertretung. Der Verwaltungsrat ist zur Geschäftsführung und Vertretung der Investmentgesellschaft berechtigt.

Die Geschäftsführungsbefugnis erstreckt sich auf die Vornahme aller Rechtsgeschäfte und Handlungen, welche zum üblichen Betrieb der Investmentgesellschaft gehören, insbesondere der Anlage in Vermögenswerte im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der im Emissionsdokument näher beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Soweit die Geschäftsführungsbefugnis nicht ausdrücklich durch Gesetz oder diese Satzung den Aktionären in der Generalversammlung vorbehalten ist, steht sie dem Verwaltungsrat zu.

Zur Vertretung der Investmentgesellschaft sind die Verwaltungsratsmitglieder jeweils zu zweit berechtigt.

Art. 19. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder zusammen. Zeitpunkt und Ort sind in der Einladung zu benennen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden zu jeder Verwaltungsratssitzung mindestens drei (3) Tage vorher schriftlich eingeladen, sofern Zeitpunkt und Ort nicht bereits in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt wurden. In Eilfällen kann auf die Frist verzichtet werden. Der Grund hierfür ist in der Einladung zu benennen. Auf die Einladung kann einvernehmlich in Textform verzichtet werden.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder ordnungsgemäß geladen wurden und mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten ist.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung durch Erklärung in Textform vertreten lassen, wobei der Vertreter kein Verwaltungsratsmitglied sein muss. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere Verwaltungsratsmitglieder vertreten, jedoch nicht alle anderen gleichzeitig. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer einander hören können, teilnehmen.

Der Verwaltungsrat fasst seine Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder, soweit sich aus dieser Satzung nichts anderes ergibt. Bei Stimmgleichheit entscheidet der Verwaltungsratsvorsitzende oder in dessen Abwesenheit sein Stellvertreter.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder seinem Stellvertreter und dem Sekretär unterzeichnet.

Der Verwaltungsrat kann seine Beschlüsse auch im schriftlichen Umlaufverfahren mit den Stimmen aller Verwaltungsratsmitglieder fassen. Mit der Aufforderung zum schriftlichen Umlaufverfahren sind der Abstimmungsgegenstand sowie ein Beschlussvorschlag bekanntzugeben. Ein im schriftlichen Umlaufverfahren gefasster Beschluss kann auch per Telefax oder einem vergleichbaren Kommunikationsmittel erfolgen.

Art. 20. Übertragung auf Dritte und Beratung durch Dritte. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Geschäfte der Investmentgesellschaft an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zu übertragen (die "Partner der Investmentgesellschaft"), wobei die Partner der Investmentgesellschaft keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die hierfür erforderlichen Vollmachten zu erteilen. Die Partner der Investmentgesellschaft können die ihnen übertragenen Geschäfte der Investmentgesellschaft ihrerseits nur mit Zustimmung des Verwaltungsrates weiter übertragen. Daneben ist der Verwaltungsrat bzw. der gegebenenfalls bestellte AIFM berechtigt, sich bei den Geschäften der Investmentgesellschaft durch eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen beraten zu lassen, wobei die Berater keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Der Verwaltungsrat ist insbesondere berechtigt, einen Anlageberater (der "Anlageberater") zu beauftragen.

Art. 21. AIFM. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, eine Verwaltungsgesellschaft als externen Verwalter alternativer Investmentfonds (der "AIFM") zu benennen oder selbst verwaltet zu bleiben. Sofern ein AIFM bestellt wird, wird der AIFM, unter der Aufsicht des Verwaltungsrats, die Teilfonds im Einklang mit dem Emissionsdokument, der Satzung und unter den Voraussetzungen und Rahmenbedingungen des Luxemburger Rechts, insbesondere des Gesetzes von 2007 und des AIFM Gesetzes, und im exklusiven Interesse der Anteilseigner verwalten. Der AIFM wäre dabei befugt, unter den nachfolgenden Voraussetzungen, alle Rechte, welche direkt oder indirekt mit den Vermögenswerten der Teilfonds

verbunden sind, auszuüben. Einzelheiten zu der Ernennung eines externen Verwalters alternativer Investmentfonds oder zu einer selbst verwalteten Struktur der Investmentgesellschaft sind im Emissionsdokument niedergelegt.

Der gegebenenfalls bestellte AIFM ist berechtigt, einen Anlageberater (der "Anlageberater") zu beauftragen.

Art. 22. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Investmentgesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer oder Angestellte der Investmentgesellschaft oder des gegebenenfalls bestellten AIFM an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder Geschäftsführer und leitende Angestellte der Investmentgesellschaft oder des gegebenenfalls bestellten AIFM, welche als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Investmentgesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied, ein Geschäftsführer oder ein leitender Angestellter der Investmentgesellschaft oder des gegebenenfalls bestellten AIFM im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Investmentgesellschaft ein den Interessen der Investmentgesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied, dieser Geschäftsführer oder dieser leitende Angestellte dem jeweiligen Verwaltungsrat bzw. der Geschäftsführung dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds, des Geschäftsführers oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet. Ein Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft oder ein Geschäftsführer des gegebenenfalls bestellten AIFM ist über die Mitteilung der Tatsache, dass ein entgegengesetztes persönliches Interesse besteht, hinaus jedoch nicht verpflichtet, gegenüber der Investmentgesellschaft Informationen offen zu legen, wenn das Verwaltungsratsmitglied oder der Geschäftsführer dadurch Vertraulichkeitsverpflichtungen verletzen würde. Diese vorgehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar auf Verwaltungsratsbeschlüsse, welche tägliche Geschäfte, die zu normalen Bedingungen eingegangen wurden, betreffen. Hierzu gehören insbesondere auch Handlungen und Erklärungen gegenüber dem gegebenenfalls bestellten AIFM bzw. Anlageberater der Investmentgesellschaft.

Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die gültigen Beschlüsse durch eine Mehrheit der restlichen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratsitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Art. 23. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütung für Verwaltungsratsmitglieder wird von den Aktionären in der Generalversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche sind durch ein vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten, Untreue oder Betrug des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst.

Art. 24. Generalversammlung. Die Aktionäre üben ihre Rechte in den Angelegenheiten der Investmentgesellschaft in der Generalversammlung aus.

Die in der Generalversammlung ordnungsgemäß gefassten Beschlüsse binden alle Aktionäre. Die Generalversammlung übt ihre Befugnisse gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen aus.

Die ordentliche Generalversammlung wird jährlich am zweiten Mittwoch des Monats April um 14.30 Uhr im Großherzogtum Luxemburg abgehalten. Ist dieser Tag ein Samstag, Sonntag, gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag im Großherzogtum Luxemburg, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Außerordentliche Generalversammlungen finden auf schriftlichen Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten oder auf Initiative des Verwaltungsrates statt. Erfolgt in einem solchen Fall die Einberufung nicht innerhalb von zwölf (12) Wochen nach Zugang des Antrages, ist der Antragsteller berechtigt, die Generalversammlung wirksam einzuberufen.

Generalversammlungen können im Ausland abgehalten werden, falls nach Ermessen des Verwaltungsrats außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt durch den Verwaltungsrat per Einschreiben an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift unter Wahrung der gesetzlichen Fristen. Bei der Einberufung ist die Tagesordnung bekanntzugeben, die wenigstens die gesetzlich vorgegebenen Tagesordnungspunkte beinhalten muss. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung auch ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstige Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Die Generalversammlung ist beschlussfähig, wenn sämtliche Aktionäre ordnungsgemäß geladen sind, der Verwaltungsratsvorsitzende anwesend oder vertreten ist und, für den Fall der Änderung dieser Satzung oder der Auflösung der Investmentgesellschaft, eines Teilfonds oder einer Aktienklasse, mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist.

Die Aktionäre fassen ihre Beschlüsse in der Generalversammlung mit der einfachen Mehrheit der Stimmen der anwesenden und vertretenen Aktionäre, soweit sich aus dem Gesetz oder dieser Satzung nichts anderes ergibt. Für den Fall der Änderung der Satzung, der materiellen Änderung des Emissionsdokumentes oder der Auflösung der Investmentgesellschaft, eines Teilfonds oder einer Aktienklasse bedürfen die Beschlüsse einer Mehrheit von zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen. Ungültige Stimmen und Enthaltungen gelten als nicht abgegebene Stimmen. Ein mit dieser Mehrheit getroffener Beschluss bindet auch diejenigen Aktionäre, die ihm nicht zugestimmt haben.

Soweit Beschlüsse der Aktionäre in der Generalversammlung in Rechte eingreifen, welche die Aktionäre eines bestimmten Teilfonds oder einer bestimmten Aktienklasse betreffen, können diese nur wirksam getroffen werden, soweit die Voraussetzungen der Beschlussfähigkeit und die Mehrheitsverhältnisse bei der Beschlussfassung für den jeweiligen Teilfonds oder die jeweilige Aktienklasse erfüllt sind.

Jede Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied sein kann, vertreten lassen.

Die Beschlüsse der Aktionäre in der Generalversammlung werden protokolliert und die Protokolle werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder seinem Stellvertreter, dem Schriftführer und dem Stimmzähler unterzeichnet.

Die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse können zu jeder Zeit eine Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds oder diese Aktienklasse betreffen. Die vorgenannten Bestimmungen gelten entsprechend.

VI. Geschäftsjahr und Jahresabschluss, Ausschüttungen und Verwendung des Ergebnisses

Art. 25. Geschäftsjahr und Jahresabschluss. Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

Der Verwaltungsrat hat innerhalb der handelsrechtlich vorgegebenen Fristen spätestens jedoch bis zur ordentlichen Generalversammlung für das vorangegangene Geschäftsjahr unter Beachtung der Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung und Bilanzierung für Kapitalgesellschaften sowie der Vorschriften im Großherzogtum Luxemburg die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung der Investmentgesellschaft unter Einbeziehung aller Teilfonds in Euro aufzustellen (der "Jahresabschluss").

Buchführung und Jahresabschluss sind von einem Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) zu prüfen (der "Abschlussprüfer").

Art. 26. Ausschüttungen und Verwendung des Ergebnisses. Der Verwaltungsrat ermittelt mindestens einmal jährlich die ausschüttungsfähige Liquidität und schüttet, im entsprechenden Teilfonds und/oder der entsprechenden Aktienklasse, angemessene Beträge anteilmäßig an die Aktionäre aus. Das Mindestgesellschaftskapital darf hierdurch nicht unterschritten werden.

Grundsätzlich wird die gesamte Liquidität aus der Realisierung der Vermögenswerte, insbesondere der Beteiligungsgesellschaften, nach Abzug der Auszahlungen für Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft, sofern diese nicht durch die Investmentgesellschaft unmittelbar oder mittelbar zur Reinvestition oder für eine angemessene Liquiditätsreserve zur Deckung von anfallenden Kosten vorgehalten werden müssen, an die Aktionäre zeitnah ausgeschüttet ("ausschüttungsfähige Liquidität"). Die ausschüttungsfähige Liquidität wird vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung kaufmännischer Vorsicht festgelegt.

Ausschüttungsfähige Liquidität kann als Ausschüttungen, welche das Ergebnis der Investmentgesellschaft verwenden (die "Dividendenausschüttung"), durch Aktienrücknahmen oder durch Ausschüttungen ausgezahlt werden, welche weder Dividendenausschüttungen noch Aktienrücknahmen sind (die "Substanzausschüttung"). Die Auszahlung erfolgt in der Berechnungswährung.

Ausschüttungen bleiben bis zur Auszahlung unverzinst. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an den jeweiligen Teilfonds oder Aktienklasse zurück.

Der Verwaltungsrat ermittelt zum Ende eines jeden Geschäftsjahres das Ergebnis des Geschäftsjahres (das "Ergebnis"). Zum Zeitpunkt der Ermittlung des Ergebnisses stellt dieses den maximal verwendbaren Betrag für eine Dividendenausschüttung dar. Die Verwendung des Ergebnisses der Investmentgesellschaft wird von den Aktionären in der Generalversammlung beschlossen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, Vorabdividendenausschüttungen gemäß den einschlägigen Bestimmungen der luxemburgischen Gesetze vorzunehmen, auch ohne dass ein Zwischenabschluss erstellt ist. Wenn die Vorabdividendenausschüttungen eines Geschäftsjahres den Betrag der später durch die Aktionäre in der Generalversammlung beschlossenen Dividendenausschüttungen übersteigt, wird die Differenz dem Nettovermögen belastet.

VII. Verwahrstelle

Art. 27. Verwahrstelle. Die Investmentgesellschaft wird die Verwahrung der Vermögenswerte in dem gesetzlich erforderlichen Umfang einem Kreditinstitut im Sinne des Gesetzes über den Finanzsektor vom 5. April 1993, in der jeweils

gültigen Fassung als Verwahrstelle anvertrauen (die "Verwahrstelle"), welche den Anforderungen des Gesetzes von 2007 und des AIFM Gesetzes genügt. Die Verwahrstelle wird ihre Pflichten und Aufgaben im Sinne von Teil 2 des Gesetzes von 2007, dem AIFM Gesetz sowie dem sonstigen anwendbaren Luxemburger Recht wahrnehmen.

Enden die Aufgaben der Verwahrstelle, wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um spätestens innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Ende mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine Nachfolgerin der Verwahrstelle zu bestellen.

VIII. Laufzeit und Auflösung der Investmentgesellschaft, Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen

Art. 28. Laufzeit. Die Investmentgesellschaft wird für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet.

Art. 29. Auflösung der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden. In diesem Fall ist die Investmentgesellschaft durch eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen abzuwickeln und das Gesellschaftsvermögen zu verwerten (der "Liquidator"). Die Aktionäre ernennen den Liquidator in der Generalversammlung und legen seine Befugnisse und seine Vergütung fest.

Durch das Ausscheiden eines Aktionärs wird die Investmentgesellschaft nicht aufgelöst, sondern fortgeführt.

Art. 30. Auflösung von Teilfonds oder Aktienklassen. Ein Teilfonds oder eine Aktienklasse können nur auf Vorschlag des Verwaltungsrates durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden. Artikel 29 Absatz 1 gilt entsprechend.

Art. 31. Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen. Mehrere Teilfonds oder Aktienklassen können zum Ende eines Geschäftsjahres verschmolzen werden.

Eine Verschmelzung erfolgt in der Weise, dass die Aktien eines oder mehrerer Teilfonds und/oder einer oder mehrerer Aktienklassen gegen die Aktien eines bestehenden oder neu aufgelegten Teilfonds oder einer bestehenden oder neu aufgelegten Aktienklasse getauscht werden. Die Ausgabe der Aktien des Teilfonds und/oder der Aktienklasse, in den und/oder die getauscht werden soll, erfolgt gegen Rückgabe der Aktien an dem/den zu tauschenden Teilfonds und/oder der/den zu tauschenden Aktienklasse(n) und Einbringung des Nettovermögens des/der zu tauschenden Teilfonds und/oder der zu tauschenden Aktienklasse(n) in das Nettovermögen des Teilfonds und/oder der Aktienklasse, in den und/oder die getauscht werden soll. Der Umtauschpreis wird am Umtauschtag bestimmt und basiert auf den Nettoinventarwerten der Aktien des abgebenden Teilfonds oder der abgebenden Aktienklasse sowie des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse am Umtauschtag. Maßgeblich für die Berechnung aller vom Umtausch betroffenen Nettoinventarwerte sind die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse.

Die Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Luxemburger fonds commun de placement oder eines Teilfonds eines solchen fonds commun de placement, wobei der einzubringende Teilfonds der Teilfonds der Investmentgesellschaft ist, kann ebenfalls gemäß o.g. Bedingungen von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds beschlossen werden. Eine solche Verschmelzung ist jedoch nur für Aktionäre, die dieser Verschmelzung zugestimmt haben, bindend. Die Aktien der Aktionäre, die der Verschmelzung nicht zugestimmt haben, werden zum einschlägigen Nettoinventarwert zurückgenommen.

Art. 32. Ein einziger Aktionär. Das Eigentum an den Aktien der Investmentgesellschaft kann, zum Zeitpunkt ihrer Gründung oder zu einem späteren Zeitpunkt ein einziger Aktionär haben. In diesem Fall übt dieser Aktionär alle Rechte in den Angelegenheiten der Investmentgesellschaft in der Generalversammlung alleine aus.

IX. Schlussbestimmungen

Art. 33. Emissionsdokument. Die Investmentgesellschaft veröffentlicht ein Emissionsdokument gemäß den gesetzlichen Bestimmungen. Das Emissionsdokument kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates geändert oder ergänzt werden. Materielle Änderungen oder Ergänzungen des Emissionsdokumentes bedürfen zusätzlich eines Beschlusses der Generalversammlung.

Art. 34. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und des Gesetzes von 2007 und des AIFM Gesetzes, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze, geregelt."

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt einstimmig gemäß Artikel 24 Absatz 9 Satz 2 der Satzung den in der Einberufung vom 23. Oktober 2014 mitgeteilten Änderungen des Emissionsdokumentes die Zustimmung zu erteilen.

Kosten

Die Auslagen, Kosten, Entgelte und Ausgaben, in welcher Form auch immer, welche von der Gesellschaft in Folge der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf zirka tausend Euro geschätzt.

Da die Tagesordnung erschöpft ist und niemand das Wort ergreift, wird die Versammlung geschlossen.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde an dem am Anfang des Dokumentes erwähnten Tag in Luxemburg aufgesetzt wurde.

Nachdem dieses Dokument den erschienenen Personen, welche dem Notar nach ihrem Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, vorgelesen wurde, wurde es von den besagten erschienenen Personen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. LENNIG, M. KERBUSCH, P. AUDESIRK, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 18. November 2014. Relation: EAC/2014/15588. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014194996/560.

(140217985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

ATSP Liquids, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 192.194.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le treizième jour du mois de novembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Monsieur Pascal BONNADIER, dirigeant de société, né à Montauban (France), le 10 novembre 1968, demeurant à F-45320 Saint-Hilaire-les-Andréis, 272, les Coudriers; et

2) Madame Sylvine PIERRE, épouse BONNADIER, dirigeante de société, née à L'Hay-les-Roses (France), le 28 mai 1964, demeurant à F-45320 Saint-Hilaire-les-Andréis, 272, les Coudriers.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "ATSP LIQUIDS" (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet d'effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société a pour objet l'acquisition, la gestion pour son compte ou celui d'autrui, la constitution, l'enregistrement et le dépôt, la valorisation, la vente, l'usage dans le cadre de son activité et la concession de l'usage de tous noms de domaines et de tous droits de propriété intellectuelle, incluant notamment mais non exclusivement tous droits d'auteur sur des logiciels informatiques, tous brevets, toutes marques de fabrique ou de commerce, ainsi que tous dessins et tous modèles. La Société aura également pour objet tous travaux de recherche et de développement liés à la création et à l'exploitation de tous droits de propriété intellectuelle.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par cent (100) actions avec une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune et qui ouvrent les mêmes droits à tout égard.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 3^{ème} mardi du mois de juin à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par

correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le “formulaire”) envoyé par le conseil d’administration, l’administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l’adresse de l’actionnaire;
- b) le nombre d’actions qu’il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l’actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l’actionnaire veut approuver, rejeter ou s’abstenir de voter;
- g) une mention de l’endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l’identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: “A défaut d’indication de vote et si aucune case n’est cochée, le formulaire est nul.”

L’indication de votes contradictoires au regard d’une résolution sera assimilée à une absence d’indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l’assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n’en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d’une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d’administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d’une assemblée des actionnaires, et s’ils déclarent connaître l’ordre du jour, l’assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l’assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d’administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d’administration composé de trois membres au moins, qui n’ont pas besoin d’être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n’a plus qu’un actionnaire unique, la composition du conseil d’administration peut être limitée à un (1) membre jusqu’à l’assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l’existence de plus d’un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l’assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n’excédera pas six (6) ans, jusqu’à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l’assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d’un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu’à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d’administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n’a pas besoin d’être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d’administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d’administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l’avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d’administration; en son absence l’assemblée générale ou le conseil d’administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d’administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s’il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l’avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l’assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visio-conférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2016.
3. Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires.

Souscription - Libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les trente et un mille (31.000) actions ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Pascal BONNADIER, pré-qualifié, cinquante actions,	50
2) Madame Sylvine PIERRE, pré-qualifié, cinquante actions,	<u>50</u>
Total: trente et un mille actions,	100

Toutes ces actions ont été libérées à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%) en numéraire, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante euros (7.750,-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août de 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants pré-mentionnés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté.
2. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
3. Les personnes suivantes sont appelées comme administrateurs:
 - Monsieur Pascal BONNADIER, dirigeant de société, né à Montauban (France), le 10 novembre 1968, demeurant à F-45320 Saint-Hilaire-les-Andréis, 272, les Coudriers;
 - Madame Sylvine PIERRE, épouse BONNADIER, dirigeante de société, née à L'Hay-les-Roses (France), le 28 mai 1964, demeurant à F-45320 Saint-Hilaire-les-Andréis, 272, les Coudriers; et
 - Monsieur Paul-François CIERNIAK, administrateur de société, né à Thionville (France), le 15 août 1963, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 16a avenue de la Liberté.
4. La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "VERICOM S.A.", établie et ayant son siège social à L-2341 Luxembourg, 1, rue du Plébiscite, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 51203, est nommée commissaire de la Société, est appelée à la fonction de commissaire aux comptes de la Société.
5. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

184655

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à neuf cent cinquante euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. BONNADIER, S. PIERRE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 novembre 2014. LAC/2014/54724. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Référence de publication: 2014189985/276.

(140212161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Arrow S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 164.798.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 25 novembre 2014

Est nommé administrateur, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Reno Maurizio TONELLI terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Cette cooptation sera soumise à ratification par la prochaine assemblée générale.

Est nommé Président du conseil d'administration:

Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Référence de publication: 2014189980/22.

(140211896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Bilbao (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 178.436.

EXTRAIT

Il a été décidé lors de l'assemblée générale de la Société, en date du 20 novembre 2014 et avec effet immédiat:

1 d'accepter la démission de Monsieur Mats Eklund, en date du 20 novembre 2014, en tant qu'administrateur de la Société;

2 de classer les administrateurs en catégorie A et en catégorie B;

3 de renouveler le mandat de Monsieur Antonis Tzanetis, Monsieur Thomas Sonnenberg, et Monsieur Michiel Kramer en tant administrateurs de catégorie B pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2019;

4 de nommer pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2019:

- Monsieur Wolf Lehmann, demeurant Pastor-Bröhl-Str. 1, 40474 Dusseldorf, Allemagne, en tant qu'administrateur de catégorie A de la Société

- Monsieur Javier Molina Montes, demeurant San Salvador 28, 41013 Séville, Espagne, en tant qu'administrateur de catégorie A de la Société;

5 De plus, en date du 24 novembre 2014, le conseil d'administration a décidé de nommer Javier Molina Montes en tant que président du conseil d'administration de la société;

Dès lors, le conseil d'administration de la Société est composé de la manière suivante:

Monsieur Michiel Kramer, administrateur de catégorie B

Monsieur Thomas Sonnenberg, administrateur de catégorie B

Monsieur Antonis Tzanetis, administrateur de catégorie B

Monsieur Wolf Lehmann, administrateur de catégorie A

Monsieur Javier Molina Montes, administrateur de catégorie A et président du conseil d'administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Bilbao (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014190003/31.

(140212012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Ballymore Properties Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.144.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date 31 octobre 2014:

- Monsieur Brian Fagan a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 octobre 2014.

- Nomination de Monsieur Francis Gerard Walker, employé privé, né le 20 avril 1970 à Dublin, Ireland, résidant professionnellement en Fonthill House, Old Lucan Road, Palmerstown, Dublin 20, Ireland, en tant que gérant de catégorie A avec effet au 31 octobre 2014 et pour une période de temps illimitée.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme il suit:

- M. Francis Gerard Walker, gérant de catégorie A;

- M. John Sisk, gérant de catégorie A; et

- M. Frits Carlsen, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014189994/19.

(140211807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Eurocash-Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 45.631.

Herr Stefan JANSSEN, Berufsanschrift: 4, rue Jean Monnet, 2180 Luxemburg, hat mit Wirkung zum 3. Juni 2014 sein Mandat als Verwaltungsratsmitglied niedergelegt.

Herr Stephan RUDOLPH, Berufsanschrift: 4, rue Jean Monnet, 2180 Luxemburg wurde mit Wirkung zum 4. Juni 2014 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2020 zum Verwaltungsratsmitglied ernannt.

Herr Max von FRANTZIUS, Berufsanschrift: 4, rue Jean Monnet, 2180 Luxemburg, hat mit Wirkung zum 10. September 2014 sein Mandat als Verwaltungsratsmitglied niedergelegt.

Frau Dorothee WETZEL, Berufsanschrift: 178-190 Mainzer Landstrasse, 60329 Frankfurt am Main wurde mit Wirkung zum 10. September 2014 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2020 zum Verwaltungsratsmitglied ernannt.

Herr Andreas JOCKEL, Berufsanschrift: 4, rue Jean Monnet, 2180 Luxemburg, hat mit Wirkung zum 30. Juni 2014 sein Mandat als Verwaltungsratsmitglied niedergelegt.

Herr Ronald MEYER, Berufsanschrift: 4, rue Jean Monnet, 2180 Luxemburg wurde mit Wirkung zum 30. Juni 2014 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2020 zum Verwaltungsratsmitglied ernannt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg.

Référence de publication: 2014190178/22.

(140211692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.
